



**SORTI DES PLANS DE DESCHAMPS**

# Gouiri sera-t-il relancé par Belmadi ?

P7

FOURNITURES SCOLAIRES

**58 marchés de proximité pour casser les prix**

# Le Courrier

**L'INFORMATION AU QUOTIDIEN** d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 26 - samedi 27 août 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5622 - 19<sup>e</sup> année

STABILISATION DU MARCHÉ PÉTROLIER

**L'Algérie « prête » à coopérer**

P5

## MACRON À PROPOS DES PRÉTENDUS DÉTENUS D'OPINION :

# « Je ne m'ingère pas dans la politique algérienne »

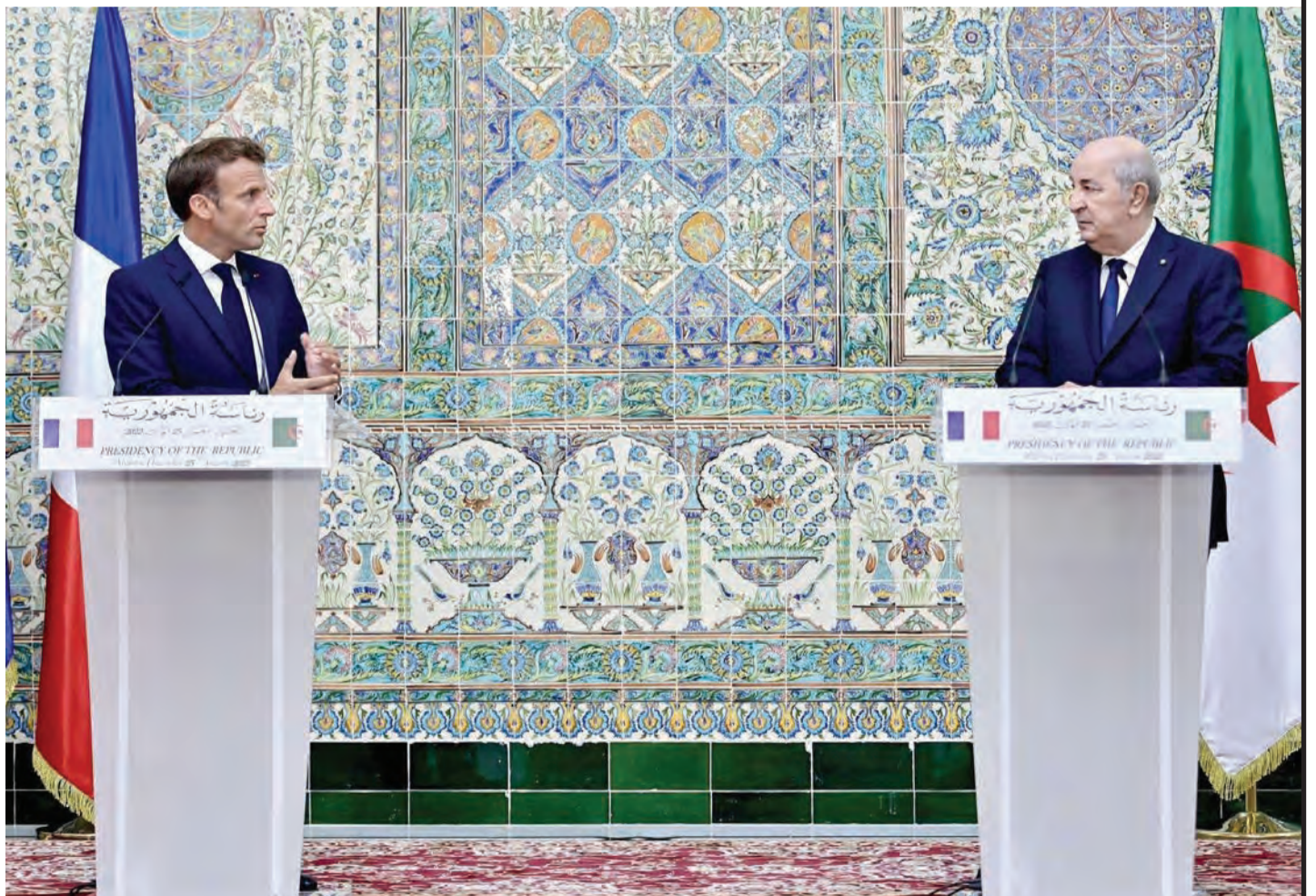
► **LES PRÉSIDENTS TEBBOUNE ET MACRON LE SIGNERONT AUJOURD'HUI**

**Un accord de partenariat renouvelé**

► **La France « aura besoin » du gaz algérien**

► **L'élan qualitatif attendu**

LIRE EN PAGES 3 & 4



Ph : APS

**CONTRIBUTION**

**RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE ENVERS LE PEUPLE SAHRAOUI**

## « Pour ou contre le colonialisme, il n'y a pas d'autre posture »

P2

**LES COURSES EN DIRECT**

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHE - LE CAROUBIER, CET APRÈS-MIDI À 16H00

**Fatia D'Hem, seule contre tous**

P14

CARLOS RUIZ MIGUEL, PROFESSEUR DE DROIT AU CENTRE D'ÉTUDES SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

**« Josep Borrell a aussi rappelé à l'ordre Madrid »**

Le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Josep Borrell s'est prononcé en faveur de l'organisation d'une "consultation" concernant le sort du Sahara occidental, disputé entre le Maroc et le Front Polisario, lequel a déjà salué ces propos.



Une sortie qui met dans l'embarras Madrid qui soutient la position marocaine, avance un spécialiste espagnol Carlos Ruiz Miguel, indiquant que Borrell a aussi rappelé à l'ordre Madrid par sa déclaration relative à l'application du Droit international au Sahara occidental.

La récente déclaration de Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères, concernant la position européenne vis-à-vis du dossier du Sahara occidental, pose plusieurs questions, commente, à l'agence de presse russe « Sputnik », Carlos Ruiz Miguel, professeur de droit au Centre d'Études sur le Sahara occidental auprès de l'Université de Saint-Jacques de Compos-

telle. Dans une interview à la chaîne espagnole TVE le 23 août, Josep Borrell a soutenu que "la position du gouvernement espagnol était et est celle de l'UE, c'est-à-dire défendre la tenue d'une consultation pour que ce soit le peuple sahraoui qui décide comment il veut que son avenir soit défini". Le Haut représentant de l'Union européenne a réitéré, que l'UE s'attache au processus de résolution de la crise du Sahara occidental, en accord, avec les résolutions du Conseil de sécurité et du Droit international, s'agissant d'une question de décolonisation inscrite à l'ONU. La posture du chef de la diplomatie européenne signifie, pour l'expert espagnol que "l'UE ne soutient pas la position marocaine" et s'inscrit en conformité avec la Légalité internationale, ce qui n'est pas le cas pour l'occupant marocain, qui par sa posture fait perdurer le conflit qui

l'oppose depuis 1975 avec le Front Polisario. Le Maroc prône, rappelle Carlos Ruiz Miguel, l'octroi au territoire, considéré par l'Onu comme non-autonome, « un statut d'autonomie sous souveraineté marocaine », ce qui est en violation du droit international, pour une question soumise à processus de décolonisation, par la tenue d'un référendum, auquel s'attache l'unique et légitime représentant du peuple sahraoui, le Front Polisario.

Pour l'expert espagnol, les déclarations de Borrell « sont, certes, importantes, mais n'ajoutent aucune nouveauté » ajoutant dans ses propos que « la vraie nouveauté, est que la position espagnole s'aligne pour Borrell sur la position européenne, alors que Madrid, il y a quelques mois, avait déclaré soutenir la voie marocaine » posture en violation du droit international et aussi de l'UE. Aussi, l'ex-

pert précise que « si ce n'est pas le cas, Bruxelles vient d'envoyer un signal clair à Madrid pour lui rappeler quelle est la position conforme avec le droit international auquel le gouvernement espagnol doit s'attacher », à savoir, celle précisée et indiquée par le chef de la diplomatie européenne.

Une posture réaffirmée par l'UE qui a été saluée, par le Front Polisario, affirmant sur les propos du Haut représentant de l'UE et qu'ils "confirment explicitement que les tentatives de contourner le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination (via la posture de Madrid s'alignant sur celle de l'occupant marocain) n'ont pas seulement compliqué la situation, mais l'ont éloignée d'une solution juste », a indiqué le représentant du Front Polisario après de l'UE, Oubi Bouchraya Bachir, dans un communiqué.

Karima B.

**ATTAQUES SIONISTES CONTRE LES ONG PALESTINIENNES  
Des experts de l'ONU appellent l'UE et les membres permanents du Conseil de sécurité à des actions concrètes**

Les experts des droits de l'Homme de l'ONU ont condamné les attaques sionistes contre les organisations palestiniennes, appelant l'Union européenne (UE) et les membres permanents du Conseil de sécurité à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à ces violations. Dans un communiqué, les experts ont déclaré que ces mesures consistent à réduire au silence les défenseurs des droits humains et qu'elles étaient "illégalles et inacceptables", et ont exhorté, mercredi, les États membres de l'ONU à prendre des mesures efficaces - garanties par le droit international - pour mettre fin à ces violations. Les experts ont rappelé que les autorités sionistes "ont pris de multiples mesures pour saper les organisations de la société civile (palestinienne) et pour restreindre et réprimer les activités légitimes des défenseurs des droits humains". Les experts ont expliqué que le résultat de ces mesures relève "de graves violations du droit à la liberté d'association, d'opinion et d'expression et du droit de participer aux affaires publiques et culturelles", que l'entité sioniste "doit respecter, et protéger". Ils ont déclaré que la société civile est ce qui reste aux Palestiniens pour obtenir le minimum de protection, notant que la réduction de cet espace et de ces ressources vitales est "illégal et immorale". Les experts ont appelé l'Union européenne, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et tous les États membres, à prendre des mesures concrètes pour protéger les organisations et le personnel palestiniens dont les bureaux ont été perquisitionnés et fermés. Les experts ont déclaré que cette protection dépend de "l'annulation permanente", par l'occupation, de toutes ses classifications et déclarations de ces organisations comme "terroristes" et "illégalles". Ils ont appelé également l'Union européenne et ses États membres, en particulier, à user de toute urgence de leur influence pour mettre fin à ces "attaques agressives" contre la société civile, conformément à leurs obligations et engagements en matière de protection des défenseurs des droits de l'Homme et de l'espace civique.

R. I.

**CONTRIBUTION**

RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE ENVERS LE PEUPLE SAHRAOUI

**« Être pour ou contre le colonialisme, il n'y a pas d'autre posture »**

Le Sahara occidental reste le dernier cas de décolonisation reconnu et qualifié comme telle par la communauté internationale.

Par Mahrez Lamari \*

La charte et doctrine des Nations unies en matière de décolonisation, la résolution 1514 adoptée par l'AG de l'ONU en décembre 1960, le consensus légal plusieurs fois réaffirmé par les instances onusiennes qualifiant et inscrivant et reconnaissant le cas du Sahara occidental comme question de décolonisation, doivent trouver de toute urgence leur concrétisation par l'application du plan de règlement signé par les deux parties en conflit, le royaume du Maroc et le Front Polisario, et adopté unanimement par le Conseil de sécurité",

Il ne faut pas ignorer cette réalité historique établie et maintes fois confirmée qui repose sur un consensus international. La France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et qui se réclame pays des droits de l'Homme, a une responsabi-

lité à assumer envers le peuple sahraoui Elle doit peser de tout son poids pour stopper les forces et parties qui couvrent le Maroc et encouragent son entêtement à fuir la légalité internationale

Aujourd'hui, il ne faut pas cultiver un amalgame outrancier entre une question de décolonisation reconnue et qualifiée comme telle par la communauté internationale et ce qui n'est que politique arrogante d'obstruction et de haine dirigée et menée en toute impunité par les forces coloniales marocaines contre la stabilité de la région toute entière. Face à cette situation immorale et cette vérité établie et maintes fois confirmée, la France officielle ne doit pas compromettre sa crédibilité et altérer son image, elle doit reconsidérer sa position et son alignement sur les thèses expansionnistes de la monarchie marocaine et aussi ne plus nourrir l'impunité et l'injustice

La France officielle est appelée à privilégier les valeurs nobles de l'humanité, de justice de paix de bon voisinage d'amitié entre les peuples et de coopération fructueuse et bénéfique pour tous'

Face au déni de droit dont est victime le peuple sahraoui, les violations systématiques des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés, les souffrances du peuple sahraoui vous interpellent et la question est claire, il s'agit donc de répondre d'une façon aussi claire: être pour ou contre la politique coloniale dangereuse, il n'y a pas d'autres alternatives.

Que chacun choisit et se démarque définitivement et clairement avant que L'Histoire n'enregistre définitivement que la France officielle à l'instar d'autres puissances coloniales continue malheureusement à défendre les thèses coloniales et à couvrir la force d'occupation marocaine au Sahara occidental. L'exercice du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination est un facteur de stabilité, de paix et de développement de la région et de la méditerranée.

Appliquer les résolutions pertinentes des Nations unies consacrant le droit imprescriptible du peuple sahraoui à travers un référendum libre régulier et sans contrainte, solution consensuelle historique pour beaucoup de pays africains ex-

colonisés, servira, consolidera et renforcera la paix, la dignité, l'honneur la stabilité, le bon voisinage et la coopération bénéfique à tous

En conclusion, le peuple algérien qui commémore le 60ème anniversaire de l'indépendance nationale chèrement acquise et arrachée au prix de lourds sacrifices, peuple uni, solidaire et attaché aux valeurs nobles de l'humanité et à l'amitié sincère entre les peuples, rappelle que l'histoire est là pour enregistrer et témoigner qui défend, soutient et encourage le colonialisme et qui milite œuvre, s'investi et s'emploie sincèrement de toutes ses forces pour un monde meilleur où règne la paix la stabilité et la sécurité, la liberté, la justice, la fraternité, les droits de l'Homme et des peuples, Autant de valeurs nobles qui tôt ou tard triompheront et régneront dans le Monde

M.L

(\* ) Militant des droits de l'Homme et des peuples et ex-président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS)

VISITE DU PRÉSIDENT MACRON EN ALGÉRIE

# L'élan qualitatif attendu

"Établissement d'un partenariat global d'exception conformément aux principes du respect et de la confiance mutuels et l'équilibre des intérêts entre les deux États".

C'est, visiblement, l'orientation commune que l'Algérie et la France veulent donner à leurs relations. Elle a été soulignée par le président Abdelmadjid Tebboune dans sa déclaration à la presse, jeudi soir, à l'issue d'un entretien avec son homologue français, Emmanuel Macron, qui venait de commencer une visite de trois jours en Algérie. Il s'agit de l'élan qualitatif attendu dans la coopération bilatérale, « tous domaines confondus », qui doit servir les intérêts communs des deux pays. Le président Tebboune a fait savoir qu'avec son homologue français, ils ont évoqué, dans ce but, « tous les volets ayant trait à la coopération bilatérale et les moyens de la renforcer ». La composition de la délégation qui accompagne le président français donne des indications sur les questions abordées entre les deux chefs d'État. Il en ressort une dominante économique, culturelle et scientifique. C'est, en tout cas, ce que recherche la France. Le président Macron a souligné l'opportunité, de son point de vue, pour les deux pays de coopérer dans ces secteurs. "Nous voulons avancer sur notre industrie, notre recherche, nos hydrocarbures et nos métaux rares et sur des sujets d'in-



PH : DR

novation, sur lesquels nous souhaitons aller plus vite et plus fort", a-t-il indiqué. Il a paru insister sur deux projets: le numérique et la création cinématographique, en citant même des détails, sur ce dernier point. Le président Macron veut développer avec l'Algérie un projet de création d'un incubateur de startup. Dans le sport aussi, le président français a fait part de ses idées de coopération. Le contexte des relations algéro-françaises-l'histoire passée et la conjoncture internationale actuelle n'incite pas à l'optimisme quant aux perspectives. Sur les questions

mémorielles, le président Tebboune a eu souvent à réaffirmer son « souci ferme de traiter les dossiers de l'Histoire et de la Mémoire, sans complaisances, ni compromissions et avec le sens aigu des responsabilités que requiert le traitement impartial et intègre, loin des engouements et de la prédominance de la pensée colonialiste arrogante sur des lobbies incapables de s'affranchir eux-mêmes de leur extrémisme chronique ». Le président Macron semble moins sensible à cette question. Sur les questions internationales, les positions ne convergent pas,

c'est le moins que l'on puisse dire. L'Algérie est pour le respect du droit international, et reste fidèle aux décisions de l'Union africaine concernant la Libye, le Sahel, le Sahara occidental. C'est, pour l'Algérie, la meilleure manière de garantir les conditions pour la paix et la sécurité, indispensables au développement, au partenariat et à la coopération au profit de tous, loin de toute intention néocoloniale.

La France, en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, ne peut pas ignorer la nature de la présence marocaine au Sahara occidental, c'est-à-dire une occupation en violation de la charte de l'ONU, à la suite de l'interruption du processus de décolonisation de ce territoire. Le président Macron évoque le respect de la souveraineté des peuples, en relation, sans doute, avec la colonisation et l'occupation, mais la France ne prend pas position sur la base du Droit international qui signifie l'expression libre du peuple sahraoui. Le cap de la diplomatie française est maintenu sur le « deux poids, deux mesures », comme si le principe de la souveraineté des peuples était inapplicable aux Palestiniens dont les territoires sont occupés par l'entité sioniste, aux Sahraouis, colonisés par les Marocains, aux Syriens, dont une partie du pays est occupée par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN, qui pompent illégalement leur pétrole. Dans le contexte des relations algéro-françaises, le flou entretenu côté français, que ne peuvent dissiper les effets d'annonces, ne permet pas de créer les conditions du règlement des questions en suspens.

M'hamed Rebah

MÊME SI MACRON NE L'A PAS RECONNU

## La France « aura besoin » du gaz algérien

Le président français Emmanuel Macron qui a affirmé, récemment lors d'un conseil de ses ministres, qu'il est convaincu de la fin de l'hégémonie occidentale sur le monde est arrivé en Algérie, avec la ferme intention de tendre l'oreille à cette puissance régionale du sud de la Méditerranée. Il a estimé dans ses déclarations à la presse, en marge de sa visite, que l'Algérie a un rôle à jouer aussi bien dans la région du Sahel que dans les échanges entre l'Europe et le continent africain. Cela l'a d'ailleurs conduit à évoquer le sujet de la mobilité des personnes entre l'Algérie et la France en affirmant que de nouveaux mécanismes pour la délivrance de visa vont être mis en place. « Ce sera un travail en partenariat qui permettra de mieux lutter contre l'émigration clandestine, les réseaux qui l'encouragent et pour encourager l'émigration choisie qui permettra de construire des ponts entre nos deux pays », a-t-il indiqué. Il n'a pas manqué à cette occasion d'aborder le sujet des remboursements des frais de visa refusés en affirmant qu'une nouvelle stratégie qui permettra de réduire les délais de traitement des demandes sera mise en place tout en précisant que les deux pays ont convenu d'œuvrer dans ce sens pour parvenir à une meilleure mobilité des personnes entre les deux rives de la Méditerranée. « Un traite-

ment plus rapide des demandes permettra de réduire les délais et les coûts et nous permettra d'envisager le remboursement des frais occasionnés en cas de refus », a-t-il souligné tout en restant évasif sur la nature des mécanismes qui seront mis en place dans le cadre de ce partenariat entre Alger et Paris dans le traitement des demandes de visa.

### « LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE DE L'ALGÉRIE AVEC CERTAINS PAYS EUROPÉENS, UN SAUT QUALITATIF »

Abordant le sujet du gaz algérien et l'apport de l'Algérie dans les approvisionnements de la France en ce produit énergétique, il a affirmé que son pays s'est libéré de la dépendance au gaz qui ne représente aujourd'hui que 20% de ses besoins en énergie. « La part de l'Algérie dans nos apports représente environ 8%. L'essentiel de nos besoins est couvert par le gazoduc qui nous relie à la Norvège », a-t-il souligné. Toutefois, selon de nombreux analystes, la demande française va s'accroître à l'approche de l'hiver. Les responsables de l'entreprise EDF ont affirmé récemment l'arrêt pour maintenance de quatre réacteurs nucléaires en France. Cela suppose que le recours à des approvisionnements en gaz sera inévitable pour supporter le choix de la crise attendue cet hiver. Macron



a donné l'impression de ne pas prendre au sérieux le signal d'alerte des responsables d'EDF France, en affirmant qu'il salue la coopération de certains pays européens avec l'Algérie en précisant que cela participera à résorber le déficit généré par la rupture des approvisionnements russes. « Je salue cette coopération et je suis convaincu qu'elle pourrait se développer encore plus à l'avenir surtout avec l'Italie en augmentant le volume de gaz transféré via le gazoduc qui n'est qu'à 50% de ses capacités », a-t-il souligné tout en évitant d'aborder l'arrêt des approvisionnements de son pays en gaz algérien, à partir du gazoduc Medgaz actuellement à l'arrêt. Le président français qui n'a pas voulu verser dans la panique sait pertinemment que son pays devra, tôt ou tard, revenir vers l'Algérie pour quémander de nouveaux quotas de

gaz. La demande des ménages et de l'industrie va augmenter à l'approche de l'hiver et cela mettra le gouvernement français dans l'obligation de négocier avec Alger une issue pour résorber son déficit. D'ailleurs ces appréhensions on les retrouve chez certains parlementaires qui ont proposé la mise en place d'une police de la sobriété énergétique, une façon pour eux pour contrôler la consommation des ménages et la rationalisation de la consommation de gaz.

### « L'ALGÉRIE AURA UN RÔLE MAJEUR À JOUER AU MALI »

Concernant le rôle de l'Algérie dans la stabilité de région et la sous-région du Sahel, Emmanuel Macron qui n'a pas voulu parler de retrait de ses soldats du Mali préférant utiliser le terme redéploiement, n'a pas

manqué de rappeler que l'Algérie est un partenaire fiable, sûr et de confiance dans la région. « L'Algérie est le garant des accords d'Alger qui ont évité au Mali la partition. Elle est un partenaire qui pourra jouer un rôle prépondérant aussi bien politique que social et économique qui permettra aux autorités maliennes de mieux reprendre le contrôle des régions menacées par les groupes terroristes qui sévissent dans la région. Nous sommes convaincus que dans le cadre d'un partenariat et d'une concertation avec l'Algérie, le Mali et toute la région du Sahel pourront échapper à la menace de ces groupes », a-t-il indiqué. Il faut préciser dans ce cadre, que le président français est convaincu du rôle que pourrait jouer l'Algérie aussi bien dans le règlement de la crise au Mali qu'en Libye. Les Occidentaux qui sont aujourd'hui au pied du mur et qui ont perdu tout crédit pour prétendre jouer aux médiateurs ou aux messagers de la paix depuis leurs engagements militaires dans certaines régions du monde qui n'ont apporté que déstabilisation et démembrement de certains pays, sont convaincus que des pays comme l'Algérie sont en mesure de peser de tout leur poids pour apporter des solutions politiques dans ces régions du monde au lieu d'ouvrir le chemin aux bruits des bottes.

Slimane B.

POUR UN ACCORD DE COOPÉRATION RENOUVELÉ

# Chengriha propose à Lecornu une réflexion commune

*Les pourparlers entre l'Algérie et la France ont abordé, hier, le volet sécurité, lors d'une rencontre entre le chef d'état-major de l'ANP, Saïd Chengriha et le ministre des Armées françaises, Sébastien Lecornu.*

**E**n effet, nous apprend le ministère de la Défense nationale dans un communiqué, le général d'Armée, Saïd Chengriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a reçu en audience, hier au siège de l'état-major, le ministre des Armées Françaises, Sébastien Lecornu, accompagné du général d'Armée, Thierry Burkhard, Chef d'état-major des Armées. Cette rencontre s'est tenue en marge de la visite du président Macron en Algérie. Ont pris part à cette audience, le SG du MDN, les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des officiers généraux du MDN et de l'état-major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation militaire française, précise la même source.

S'exprimant face au ministre français, le chef d'état-major de l'ANP estime d'emblée que cette rencontre est « une étape charnière du processus de compréhension mutuelle entre les deux parties, insufflée par la volonté politique des Présidents des deux pays ». Ainsi, après avoir souhaité la bienvenue à la délégation française au siège de l'état-major de l'ANP, Saïd Chengriha a exprimé son souhait que cette visite puisse être « profitable et fructueuse ». Autrement, a-t-il dit : « Cette visite nous permettra d'échanger, de manière franche et pragmatique, nos points de vue sur les sujets d'actualité, ainsi que les dossiers représentant un



intérêt commun aux deux parties. En effet, ces dossiers ont évolué davantage au cours de ces dernières années, et ce, au regard de l'expansion de la menace terroriste en Afrique, en général, et dans l'espace sahélo-saharien en particulier ».

« L'évolution de cette menace a également accru le crime organisé transfrontalier, dont le trafic de drogues et d'armes, la traite des êtres humains et la contrebande, sont les principales activités criminelles, proliférant de connivence avec les organisations terroristes », a-t-il ajouté, avant de relever « l'intérêt des deux parties de préserver et de consolider les acquis en Méditerranée ouest, en matière de sécurité maritime, notamment les efforts consentis dans le domaine de la coopération bilatérale pour la hisser au niveau attendu ». En vue d'une diversification des activités de coopération bilatérale, le général d'Armée a proposé de mener « une réflexion commune, à l'effet d'arrêter les opportunités offertes, dans le cadre d'un accord de coopération renouvelé »

: « Pour ce qui est de la diversification des activités de notre coopération bilatérale, je propose de mener une réflexion commune, à l'effet d'arrêter les opportunités offertes et les domaines les plus indiqués pour leur concrétisation ».

Il détaille, à ce titre, que « cette dynamique gagnerait davantage à être inscrite dans le cadre d'un accord de coopération renouvelé, qui définira les objectifs à atteindre, en la matière, et jalonnera le processus de la dimension pratique qui sera déterminée par les experts des deux parties ». Pour sa part, le ministre français des Armées a salué « le rôle important et pivot » de l'Algérie dans la région, soulignant qu'il est prêt à « promouvoir la coopération militaire bilatérale à son niveau escompté ». À l'issue de la rencontre, conclut le communiqué du MDN, les deux parties ont échangé des présents symboliques, avant que le ministre des Armées françaises ne procède à la signature du livre d'or de l'état-major de l'ANP. **F. G.**

IL S'Y EST RENDU HIER MATIN

## Macron au cimetière européen de Bologhine à Alger

**A**u deuxième jour de sa visite en Algérie, le président Macron s'est rendu aux cimetières chrétien et israélite qui se trouvent à l'entrée de Bologhine (ex-Saint-Eugène), proche banlieue d'Alger, sur la côte ouest, pour un moment de recueillement et pour y déposer une gerbe de fleurs. Emmanuel Macron était accompagné du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, et de représentants d'associations d'anciens combattants. Dans ce cimetière d'une surface de 14,5 hectares, qui s'étend au pied de la basilique Notre-Dame d'Afrique, sont enterrés notamment des Algériens d'origine européenne qui ont participé à la guerre de libération nationale, ceux que l'on appelle, les moudjahidine non musulmans comme Fernand Iveton, condamné à mort et guillotiné le 11 février 1957 à Alger, dans la cour de la prison Serkadji, et Georges Acampora, lui aussi condamné à mort mais gracié et qui vivra dans l'Algérie indépendante, dans

le quartier populaire de Bab El-Oued, où il est décédé un 11 février, en 2012. À son arrivée à Alger, jeudi après-midi, le président français s'était rendu ensuite au Sanctuaire du Martyr (Alger) où il a déposé une gerbe de fleurs et observé une minute de silence à la mémoire des martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale. Hier, après sa visite au principal cimetière européen d'Alger, le président Macron devait rencontrer de jeunes entrepreneurs avec l'ambition de créer un incubateur franco-algérien de start-up numériques. Il devait visi-

ter également la Grande mosquée d'Alger, avant de rejoindre Oran où il passera la nuit avant de repartir samedi pour Paris. Jeudi, des rencontres bilatérales entre des ministres algériens et leurs homologues français ont eu lieu au siège de la Présidence. Ces rencontres ont concerné le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, avec son homologue Catherine Colona, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, avec son homo-

logue Gérard Darmanin, le ministre des Finances, Ibrahim Djamel Kessali, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre de l'Industrie, Ahmed Zerghdar, avec le ministre des Finances et de l'Économie, Bruno le Maire, en présence du P-dg de Sonatrach, Tewfik Hakkar. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebgag, s'est entretenu, quant à lui, avec son homologue Emilie Castra et la ministre de la Culture, Soraya Mouloudji, avec son homologue Ryma Abdelmalek. **M. R.**

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

### Arkab reçoit la patronne d'Engie

**L**e ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, jeudi, la directrice générale du groupe français Engie, Catherine MacGregor, en présence du PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les parties ont passé en revue l'état des relations de coopération et de partenariat entre les deux groupes Sonatrach et Engie et les perspectives futures d'investissement dans des projets structurants en Algérie dans le domaine énergétique notamment les hydrocarbures, l'électricité et les énergies renouvelables, a fait savoir la même source. Les parties se sont également félicitées de la confiance et la bonne entente qui caractérisent les relations entre Sonatrach et Engie, rapporte le communiqué. **Ania Nch**

LES PRÉSIDENTS TEBBOUNE ET MACRON LE SIGNERONT AUJOURD'HUI

### Un accord de partenariat renouvelé

**A**près avoir eu, jeudi, de « longs » entretiens avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le président français, Emmanuel Macron, s'est rendu hier dans la capitale de l'ouest algérien, Oran, où il a eu une rencontre avec les membres de sa communauté en Algérie. Cette visite n'est pas de tout repos pour le locataire de l'Élysée, à tel titre que son agenda visiblement chargé l'a contraint à prolonger sa visite d'aujourd'hui. En effet, selon la présidence française, un accord de « partenariat renouvelé » sera signé aujourd'hui, entre les présidents Macron et Tebboune.

Autrement, indique la même source, le président français reviendra « à Alger, après Oran, pour signer avec le président Tebboune une déclaration commune pour un partenariat renouvelé, concret et ambitieux ». Selon l'Élysée, Emmanuel Macron devrait regagner Alger, à partir d'Oran, hier soir vendredi. Le lendemain, soit aujourd'hui même, il aura une ou des rencontres avec « des jeunes artistes et des sportifs dont des champions de break-dance. »

### RÉUNION DE COORDINATION SÉCURITAIRE DE HAUT NIVEAU

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé, hier vendredi, avec son homologue français, Emmanuel Macron, une réunion de coordination qui regroupait des responsables des corps de sécurité des deux pays, selon un communiqué de la présidence de la République algérienne. Côté algérien, la rencontre s'est déroulée en présence du général d'Armée Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Directeur général la lutte contre la subversion, le Directeur général de la sécurité intérieure (DGS) et Directeur général des documents et de la sécurité extérieure (DGDSE).

Côté français, cette réunion s'est déroulée en présence de Sébastien Lecornu, ministre des Armées françaises, le général Thierry Borcard, chef d'état-major des armées françaises, ainsi que du directeur général de la Sécurité extérieure. Selon la Présidence, cette réunion de coordination « est la première du genre à ce niveau, depuis l'indépendance, où les deux parties ont échangé sur les questions de sécurité qui préoccupent les deux pays. »

Farid Guellil

MACRON À PROPOS DES PRÉTENDUS DÉTENU D'OPINION

### « Je ne m'ingère pas dans la politique algérienne »

**L**a question est pour le moins provocatrice à l'égard de l'Algérie qui, pourtant et à maintes fois, a affirmé qu'elle n'acceptera aucune ingérence extérieure dans ses affaires intérieures. Sautant sur l'occasion d'un point de presse tenu hier à Alger, une journaliste s'est présentée devant le président français, Emmanuel Macron, pour le faire réagir sur une question supposée relevant des droits de l'Homme « violés » par les autorités algériennes, évoquant notamment « des détenus d'opinion ». A rappeler qu'à la veille de sa visite en Algérie, des médias hostiles à l'Algérie ont rapporté une prétendue lettre d'interpellation à ce sujet adressée à Macron. Mais, le président français, comme pour évacuer du revers de la main, une question interne à l'Algérie, a répondu sèchement : « Il ne m'appartient pas ici de m'ingérer dans la politique algérienne ». Bref, concis et claire comme l'eau de roche. **R. N.**

MAINTIEN DE LA STABILITÉ DU MARCHÉ PÉTROLIER

# L'Algérie « prête » à coopérer

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a fait savoir que l'Algérie se tient prête, avec l'ensemble de ses partenaires de l'OPEP+, à prendre les mesures nécessaires afin de maintenir la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international, affirmant que l'OPEP+ se réunira le 5 septembre prochain pour évaluer les développements du marché pétrolier et ses perspectives d'évolution à court terme.



pour les prochains mois qui permettra de consolider les efforts consentis par l'OPEP et ses partenaires de la Déclaration de Coopération afin d'assurer la stabilité du marché pétrolier international. Le ministre a, dans ce sens, rappelé que cette

importante réunion coïncide, à quelques jours près, avec le 6<sup>e</sup> anniversaire de l'Accord d'Alger qui est la base de la Déclaration de Coopération entre l'OPEP et ses partenaires non OPEP, depuis lors, souligne-t-il, l'Algérie s'est distinguée par un strict

respect de ses engagements mensuels de limitation de la production et par une participation active et constructive aux décisions prises au sein de la Déclaration de Coopération. En outre, Arkab s'est dit contrarié par la forte volatilité des prix de pétrole observée depuis plusieurs semaines qui ne reflète pas un changement majeur des fondamentaux du marché pétrolier, mais qui repose sur une anticipation excessive des craintes liées au ralentissement de la croissance économique et de la demande mondiale de pétrole sur les marchés financiers. À cet effet, affirme-t-il, l'Algérie se tient prête, avec l'ensemble de ses partenaires de l'OPEP+, à prendre les mesures nécessaires afin de maintenir la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international.

Ania Nch

## PLAN NATIONAL DE RATIONALISATION DE L'ÉNERGIE L'APRUE relève des résultats encourageants

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), qui a mis en œuvre, pour le compte du ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, le Programme national pluriannuel de maîtrise d'énergie (PNME), durant le premier semestre 2022, a indiqué que les premiers résultats étaient encourageants. Dans un communiqué rendu public, l'agence explique que les projets qu'elle a lancé s'inscrivent dans le cadre d'une dynamique qui soutient le développement d'une économie efficace en énergie, notamment dans les secteurs énergivores du bâtiment, des transports et de l'industrie, tout en préservant la compétitivité et le développement du secteur industriel. Par ailleurs, l'APRUE souligne qu'un bilan national détaillé sur la consommation énergétique finale, nationale et par secteur d'activité, et une analyse de la tendance des indicateurs d'efficacité énergétique, seront prochainement publiés par l'APRUE, rappelant que l'Algérie, en misant sur le potentiel énorme de l'efficacité énergétique, vise une réduction d'au moins 10% de sa consommation d'énergie finale, d'ici 2030, par rapport à l'année de référence 2020.

Ania Nch

MARCHÉ PÉTROLIER

## Le Brent toujours au-dessus des 100 dollars

Les prix du pétrole étaient en légère hausse hier, le Brent atteignant 100,44 dollars le baril, maintenu par de potentielles réductions de production et l'éventualité d'un retour de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, tandis que le gaz évoluait toujours à des niveaux extrêmes. En effet, vers 09h30 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord, référence du brut en Europe, pour livraison en octobre, prenait 1,11%, hésitant autour de la barre des 100 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI), son homologue américain, pour livraison le même mois, montait quant à lui de 1,05%, à 93,49 dollars. Mercredi, le ministère iranien des Affaires étrangères a confirmé avoir reçu une réponse des États-Unis concernant les "ajustements" requis

par Téhéran à la proposition d'accord soumise par l'Union européenne sur le dossier nucléaire iranien. Une issue positive des négociations entraînerait la levée d'une partie des sanctions américaines contre l'Iran et le retour en grâce du brut iranien sur le marché international. Mais le pétrole a toutefois augmenté sur la semaine, après que le ministre saoudien de l'Énergie, Abdelaziz ben Salmane ait ouvert la porte à une possible réduction de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+). En Europe, la crise de l'énergie se poursuit, les cours du gaz naturel européen évoluant toujours à des niveaux extrêmes. Après être monté jusqu'à 324 euros le mégawatt-heure (MWh) jeudi, se rapprochant ainsi de son record

historique en séance (345 euros le MWh) atteint dans les premiers jours du conflit en Ukraine, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du marché européen du gaz naturel, évoluait à 305 euros le MWh. Aux États-Unis, Freeport LNG a annoncé mardi que son terminal de gaz naturel près de Houston au Texas, qui avait été endommagé par un incendie en juin, ne reprendrait du service qu'en novembre, soit avec un mois de retard.

Entraînée par les prix du gaz, l'Europe a connu une semaine de prix records de l'électricité pour livraison début 2023, dépassant vendredi les 800 euros le MWh en Allemagne et les 900 euros jeudi en France.

R.E.

IL S'EST QUASIMENT MULTIPLIÉ PAR 7 EN UN AN

## Le prix du gaz se rapproche de son record historique

Le prix du gaz naturel poursuivait jeudi son envol et se rapprochait de son record historique, dans un contexte de préoccupations croissantes concernant l'offre à l'approche des mois d'hiver. Après être monté jusqu'à 324 euros le mégawatt-heure (MWh) jeudi, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du marché européen du gaz naturel, évoluait à 315,115

euros le MWh (vers 15h45 GMT). Le TTF se rapprochait ainsi de son record historique de 345 euros le MWh atteint en mars, au début de la crise ukrainienne. Depuis un an, son prix a quasiment été multiplié par 7. Son homologue britannique a également atteint un nouveau sommet depuis mars jeudi, à 620,48 pence par thermie, une unité de quantité de chaleur. De tels prix n'avaient plus été

observés depuis mars, lorsque les gaz naturels européen et britannique avaient été propulsés jusqu'à leurs plus hauts historiques. Le prix du gaz est propulsé depuis plusieurs séances par les suspensions d'approvisionnement russe à venir via Nord Stream 1, en raison d'une maintenance du gazoduc, selon le géant gazier russe Gazprom. Cette nouvelle interruption des livraisons intervient

alors que les nations européennes s'efforcent de remplir leurs capacités de stockage pour pouvoir affronter de potentielles pénuries d'énergie cet hiver. Entraînés par l'envolée du gaz, les prix de l'électricité pour livraison début 2023 en Allemagne ont culminé jeudi à 780 euros le MWh et 900 euros en France, de nouveaux records historiques.

R.E.

CHINA-AFRICA BUSINESS COUNCIL

## Cap sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement

Les entreprises chinoises resserrent leurs liens avec l'Afrique ce qui permet de développer les chaînes d'approvisionnement sur le continent, affirme un rapport officiel chinois. Pékin comme Moscou mesure le potentiel économique de l'Afrique. Une coopération plus étroite entre la Chine et l'Afrique est bénéfique aux chaînes d'approvisionnement sur ce continent, souligne un récent rapport du China-Africa Business Council consacré aux investissements et livraisons de produits chinois en Afrique. Les chaînes d'approvisionnement font face à de nombreux obstacles, depuis les maladies jusqu'aux conflits régionaux en passant par les problèmes logistiques. Mais l'Afrique reste un marché prometteur pour les entités chinoises souhaitant investir dans les chaînes d'approvisionnement, précise le document. L'étude appuie encore sur l'importance des Nou-

velles routes de la soie (projet Ceinture et route) dans les échanges entre la Chine et les pays du continent africain. L'initiative, qui cherche à développer les liaisons maritimes et ferroviaires entre la Chine et l'Europe, en passant particulièrement par la Russie et l'Asie centrale, a aussi des répercussions sur l'Afrique et ses infrastructures. Les entreprises chinoises ont contribué au développement des chaînes d'approvisionnement africaines dans les domaines de l'agriculture et du commerce électronique, indique encore le rapport, qui appelle entreprises et gouvernements à poursuivre les échanges. Si tout le monde s'accorde à affirmer que le continent africain est à fort potentiel, les approches des pays riches diffèrent, selon les politiques et les repères historiques des relations des pays africains avec les puissances du monde. Plus récemment encore La Russie, comme la Chine, a

récemment témoigné de ses sympathies envers l'Afrique, notamment via son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de sa tournée sur le continent fin juillet, se rendant en Égypte, au Congo et en Éthiopie et bien avant dans d'autres dont l'Algérie. À cette occasion, le chef de la diplomatie russe, avait affirmé lors de son dernier déplacement précité en Afrique que « le continent prendrait une place de plus en plus importante dans la politique étrangère de la Russie ». Sur le plan économique, Moscou pourrait trouver en Afrique de nouveaux débouchés pour ses produits agricoles, révélait une récente étude du ministère de l'Agriculture russe. Les céréales, le lait et la viande pourraient ainsi trouver preneur dans certains pays africains, qui cherchent de leur côté à atténuer les pénuries.

R. E.

## UN ACCORD CÉRÉALIER INCOHÉRENT Un seul navire pour l'Afrique sur les 34 ayant quitté l'Ukraine

Sur plus d'une trentaine de navires qui ont quitté l'Ukraine dans le cadre d'un accord céréalier, un seul s'est dirigé vers l'Afrique, et cela ne correspond pas aux objectifs déclarés à l'origine par l'ONU pour lutter contre la famine menaçant le continent africain, déclare le représentant permanent russe auprès des Nations unies. Au cours de la dernière réunion du Conseil de sécurité de l'Onu, le représentant permanent de la Russie Vassily Nebenzia a pointé des incohérences concernant la mise en œuvre de l'accord céréalier. "Soi-disant l'initiative dans la mer Noire est considérée comme une sorte de success-story du secrétaire général de l'Onu, notamment en ce qui concerne des exportations sans entraves de nourriture depuis l'Ukraine. Cependant, même ici, il y a également une tendance alarmante: en quatre semaines d'opérations d'exportation, sur 34 navires, un seul est allé en Afrique", a-t-il lancé. Cet état des choses, à son avis, est totalement incompatible avec les déclarations précédentes de l'ONU. "Il convient de rappeler l'échec de communication de l'envoi du Razoni, le premier navire, qui a en fait apporté au Liban pas du blé, qui y était tant attendu, mais du maïs, en plus de qualité de fourrage", a-t-il poursuivi.

R. E.

SOUDAN

# Après les conflits tribaux, L'impossible retour à la normale

*Ayoub Haroun préfère rester dans un camp de fortune car il a trop peur des balles perdues dans son village du sud du Soudan, où un conflit tribal a emporté plusieurs de ses proches et sa maison.*

En juillet, 105 Soudanais ont été tués et 31.000 déplacés après un affrontement entre les Haoussas, l'un des plus grands groupes ethniques d'Afrique, et les Bartas, autre tribu africaine qui se revendique comme celle des habitants originels de l'Etat du Nil Bleu, frontalier de l'Ethiopie. "Les tirs n'ont pas arrêté, de jour comme de nuit" pendant une semaine, raconte à l'AFP M. Haroun, qui vit désormais dans une école de Damazine, le chef-lieu du Nil Bleu. En quelques heures, le bâtiment a été transformé en camp de déplacés pour accueillir les familles qui accouraient des villages alentour devenus champs de bataille. "Mon frère et mon neveu sont morts et ma maison a été brûlée, comme celles de tous mes proches", raconte encore ce fermier haoussa. Puis, les armes se sont tues, la violence s'est déplacée vers d'autres Etats du Soudan où des Haoussas en colère ont incendié des bâtiments administratifs. A travers le pays, des manifestants prodémocratie ont répondu par des cortèges "pour la coexistence" et "contre le tribalisme". Dans le Nil Bleu, des dignitaires tribaux ont signé un cessez-le-feu sous conditions et la vraie



PH: DR

réconciliation se fait toujours attendre, laissant planer le spectre de la violence.

## "HABILES AGRICULTEURS"

Depuis le putsch du général Abdel Fattah al-Burhane en octobre 2021, cette menace pèse dans tous les Etats du Soudan. Avec le vide sécuritaire laissé par Khartoum -- occupé à mobiliser les forces de l'ordre contre les manifestants anti-putsch et étranglé financièrement par les sanctions internationales -- groupes armés et tribus peuvent faire régner la loi du plus fort. Dans le Nil Bleu, la violence s'est transformée: sous la dictature islamomilitaire d'Omar el-Béchir (1989-2019), rebelles et régime s'y livraient une guerre meurtrière. Mais les conflits tribaux, pour l'accès à l'eau ou à la terre, qui déchirent les autres Etats étaient une rareté. En juillet, un siècle de rancœur a brutalement ressurgi. Les Haoussas sont arrivés dans les années 1920 "à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux", selon l'International Crisis Group (ICG). Au fil du temps, ils ont acquis "un poids économique", ajoute un chercheur local, qui préfère s'exprimer sous couvert d'anonymat. D'une part, parce que "habiles agriculteurs, ils ont cultivé les berges du Nil Bleu" et de l'autre, parce qu'ils se sont toujours tenus à l'écart de la rébellion anti-Béchir, explique-t-il à l'AFP. Mais la coutume locale n'en a que faire: seules les tribus déjà implantées dans le Nil Bleu, comme les Bartas, peuvent posséder des terres. "Les terres sont une ligne rouge: elles n'appartiennent qu'aux tribus autoch-

tones", martèle ainsi à l'AFP Obeid Abou Chotal, dignitaire des Bartas. Les Haoussas, eux, répondent, avoir seulement réclamé "que l'Etat et les autres tribus reconnaissent un conseil tribal pour s'occuper de leurs affaires", répond à l'AFP l'un de leurs leaders, Abdelaziz Al-Nour. Un Haoussa glisse malgré tout que ce conseil devait en réalité surtout gérer "l'accès aux terres".

## "ACCÈS AUX TERRES"

Pour régler ces questions de ressources -- majeures dans un pays où l'agriculture représente 43% des emplois et 30% du PIB -- les groupes rebelles avaient misé sur l'accord de paix de 2020 avec Khartoum. Mais pour M. Abou Chotal, ce texte "n'a pas du tout apporté la paix", et au Nil Bleu comme ailleurs, de plus en plus de tribus veulent le revoir de fond en comble. Loin des négociations entre responsables, M. Haroun, lui, veut seulement "que tout redevienne comme avant". Dans l'autre camp, Sayda Ibrahim, de la tribu Al-Fonj, alliée des Bartas, veut elle aussi en finir avec la violence. "Toute notre vie, on a vu les différentes tribus vivre en harmonie", se rappelle-t-elle.

Depuis que cette harmonie a été brisée, le marché d'al-Roseires, où les Bartas et les Haoussas ont incendié les échoppes des uns et des autres, "tout le monde est parti", se lamente Mohamed Adam. "On ne travaille presque plus", poursuit celui qui s'obstine malgré tout à ouvrir boutique, au cas où les déplacés reviennent un jour.

IRAK

## L'ONU exhorte les parties à s'engager dans le dialogue

Les Nations Unies ont appelé les parties irakiennes à s'engager dans le dialogue comme moyen de résoudre les différends. S'exprimant mercredi lors d'un point de presse, le porte-parole des Nations Unies, Stéphane Dujarric, a déclaré que "la Représentante spéciale du Secrétaire général en Irak, Jeanine Hennis-Plasschaert, est en contact avec toutes les parties concernées, pour les encourager à désamorcer les tensions et à s'engager dans un dialogue visant à résoudre les différends et rétablir la stabilité au profit du peuple irakien". "Alors que le droit de manifester pacifiquement doit être préservé à tout moment, agir conformément à la constitution et respecter les institutions de l'Etat sont également nécessaires pour résoudre la situation actuelle", a-t-il ajouté. L'Irak est en proie à des tensions politiques depuis les législatives d'octobre 2021.

PAKISTAN

## L'ancien Premier ministre Imran Khan libéré sous caution

L'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan, accusé d'avoir violé la loi antiterroriste au Pakistan, a été libéré sous caution jeudi par un tribunal antiterroriste, a déclaré un responsable de son parti. L'ancienne star du cricket a été renversée par une motion de censure à l'Assemblée nationale. Depuis lors, il a organisé de vastes rassemblements dans le pays, s'en prenant au pouvoir établi et au gouvernement du Premier ministre Shehbaz Sharif, qui, selon lui, a été imposé au Pakistan par une "conspiration" ourdie par les Etats-Unis. Le jugement du tribunal n'était pas immédiatement disponible, mais M. Khan a bénéficié d'une "libération provisoire" jusqu'au 1er septembre, a déclaré Fawad Chaudhry, ancien ministre de l'Information et haut responsable du parti Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI). "Nous ne sommes pas satisfaits de cette décision. Le tribunal aurait plutôt dû annuler l'affaire", a-t-il ajouté. M. Khan et d'autres hauts responsables de son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), ont fait l'objet d'une série d'accusations depuis leur éviction du pouvoir. Les dernières portées contre M. Khan font suite à ses déclarations prononcées lors d'un rassemblement le week-end dernier, quand il a critiqué un magistrat signataire du mandat d'arrêt d'un responsable du PTI, détenu depuis une semaine.

MEXIQUE

## Six à onze mois avant de retrouver les mineurs

Les opérations de recherche des 10 mineurs disparus dans trois puits de charbon inondés dans le nord-est du Mexique depuis trois semaines pourraient prendre six à onze mois, ont déclaré jeudi les familles qui se disent "désespérées". "Nous sommes désespérés. Nous ne savons pas quoi faire. Nous ne pouvons pas accepter cela", a dit Juan Cabriales, soeur d'un des mineurs coincés sous terre dans la mine d'El Pinabete, dans l'Etat du Coahuila, citée par des médias. "Nous espérons que cela prendrait un mois. Ca fait presque un an, ce n'est pas possible. Il doit y avoir d'autres solutions", a ajouté Guadalupe Cabriales, également soeur d'un mineur disparu. Les familles venaient de rencontrer la responsable de la protection civile, Laura Velazquez, qui leur a exposé la stratégie des autorités. L'inondation de la mine est survenue pendant des travaux d'excavation qui ont provoqué un afflux d'eau accumulée dans une mine voisine. Cinq ouvriers ont pu en réchapper mais 10 étaient portés disparus. Le plan initial misait sur le pompage de l'eau dans la mine pour permettre l'entrée de plongeurs et de secouristes. Mais, après plusieurs jours d'efforts, le niveau est brusquement remonté. Le gouvernement mexicain a sollicité l'aide d'entreprises américaine et allemande pour aider aux opérations de secours. L'Etat du Coahuila fournit la quasi-totalité du charbon produit par le Mexique, la plupart du temps dans des conditions de sécurité très précaires pour les mineurs. Plusieurs accidents ont endeuillé la région, dont le plus important a eu lieu le 19 février 2006 : 65 travailleurs avaient péri au cours d'une explosion dans une mine de charbon. Seuls deux corps avaient été récupérés.

NUCLÉAIRE

## L'Iran réitère sa demande de clore le sujet des sites non déclarés

L'Iran a exigé de nouveau jeudi la clôture de la question des sites non déclarés auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), pour permettre de relancer l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien. « Nous ne voulons pas laisser subsister certaines des accusations sans fondement de l'AIEA », a indiqué le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian, cité par l'agence officielle Irna. Dans le cadre des discussions de Vien-

ne pour relancer l'accord dit JCPOA, Téhéran avait déjà réclamé que l'AIEA achève son enquête concernant des traces d'uranium enrichi retrouvées sur trois sites non déclarés.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA avait exhorté en juin l'Iran à « coopérer » avec l'agence onusienne, qui avait déploré l'absence de réponses « crédibles » de Téhéran concernant ces traces.

L'Iran veut que ce dossier soit réglé dans le cadre des négociations sur la relance de l'accord de 2015, qui vise à

garantir le caractère civil du programme nucléaire de l'Iran.

L'ancien président Donald Trump avait retiré son pays de cet accord en 2018. Mi-août, l'Iran dit avoir répondu à un plan d'accord proposé par l'UE. Les Etats-Unis ont indiqué mercredi à leur tour avoir soumis leur réponse. Washington avait indiqué mardi que l'Iran avait fait des concessions sur des points clés, disant notamment que Téhéran avait abandonné sa demande visant à bloquer certaines inspections de l'AIEA, sans toutefois pré-

ser lesquelles. Interrogé au sujet des propos du chef de la diplomatie iranienne, un porte-parole du département d'Etat américain, Vedant Patel, a dit que les Etats-Unis avaient insisté auprès de l'Iran « en public et en privé » pour que Téhéran réponde à l'AIEA. « Nous avons aussi dit clairement que nous ne pensions pas qu'il devrait y avoir de lien de cause à effet entre le rétablissement du JCPOA et les enquêtes liées aux obligations légales de l'Iran », a déclaré M. Patel aux journalistes.

IL RETROUVE OFFICIELLEMENT LE CHAMPIONNAT DE FRANCE

# Les premiers mots de Slimani au Stade brestois

*Comme on pouvait s'y attendre, l'attaquant international algérien, Islam Slimani, s'est officiellement engagé avec la formation de Ligue 1 française, en l'occurrence Brest. Il retrouve ainsi le championnat de France qu'il a quitté en janvier dernier pour rejoindre le Sporting Lisbonne dans un deuxième passage qui a tourné cette fois-ci au vinaigre.*

**E**n effet, moins de 24 heures après la résiliation de son contrat avec le Sporting Portugal, Islam Slimani s'est engagé jeudi avec le Stade Brestois pour une saison dont une autre année en option, annonce le club breton.

Meilleur buteur de l'histoire de la sélection algérienne avec 40 réalisations en 87 matches, Islam Slimani retrouve ainsi au SB29 ses deux compatriotes et coéquipiers en sélection, Youcef Belaïli et Haris Belkebla. «J'ai parlé avec Greg (Lorenzi, le directeur sportif breton) et le coach et j'ai senti de la confiance de leur part, c'est ce qu'il y a de plus important dans le football, a réagi l'attaquant de 34 ans dans un communiqué partagé par Brest. Je pense que je peux apporter un plus à cette équipe, notamment grâce à mon expérience». Par ailleurs, l'ancien joueur du CR Belouizdad a évoqué son retour en Ligue 1, lui qui a déjà évolué à Monaco et Lyon (13 buts et 9 passes décisives en 48 apparitions). «Je ne visais pas spécialement la France, ça s'est fait au feeling. Je sais que la Ligue 1 est physique, qu'il faut faire beaucoup d'efforts et se battre à tous les matches pour gagner des points. Mais je pense savoir quoi faire pour être performant ici. En tout cas, je suis prêt!». L'ancien joueur du CR Belouizdad, qui a également joué pour Leicester City et Newcastle en Angleterre, ainsi qu'à Fenerbache en Tur-



PH: DR

quie, portera le numéro 13 à Brest où il se retrouvera en concurrence avec Jérémy Le Douaron et Irvin Cardona à la pointe de l'attaque des Rouge et Blanc.

Il faut dire que le transfert de Slimani à Brest a confirmé encore une fois que malgré son âge avancé, le joueur continue de privilégier l'aspect sportif sur celui financier. L'attaquant des Verts a même repoussé des offres faramineuses de clubs des pays du Golfe et fait des concessions financières pour rester dans

le haut niveau.

Une manière de gérer sa carrière qui contraste avec celle de beaucoup d'autres joueurs de l'équipe nationale pourtant plus jeunes que lui et qui ont choisi de monnayer leurs talents dans de modestes championnats arabes, dont les derniers en date Farid Boulaya et Ishak Belfodil qui viennent de rejoindre le contingent des joueurs de l'équipe nationale exerçant au Qatar.

Hakim S.

SORTI DES PLANS DU SÉLECTIONNEUR DE FRANCE

## Gouiri sera-t-il relancé par Belmadi ?

**E**ntre les deux fédérations algérienne et française, le combat autour des talents binationaux se poursuit. Y en a d'ailleurs ceux qui gardent espoir de vêtir le maillot des bleus, alors que d'autres ont déjà tranché en faveur des Verts.

Le jeune attaquant de l'OGC Nice, Amine Gouiri, fait partie de ces jeunes talents qui font l'objet de convoitises de la part des deux sélections. Le joueur lui-même, qui a été approché dans un passé récent par l'entraîneur de la sélection nationale, Djamel Belmadi, semble avoir déjà opté pour la sélection de France.

Souvent convoqué avec les espoirs des bleus, l'attaquant de 22 ans nourrit de grosses ambitions pour rejoindre la sélection française fanion. Mieux, il rêve de porter ses couleurs lors de la prochaine édition de la coupe du monde



qui se jouera en fin de cette année 2022 au Qatar.

Mais les plans de Gouiri sont en passe d'être faussés par le sélectionneur de la France, Didier Deschamps. Ce dernier, en se référant à la presse française spécialisée, aurait déjà recalé le joueur de ses calculs en prévision du rendez-vous footballistique

planétaire.

Les dernières performances de Gouiri n'ont pas plu au premier responsable technique des Bleus, qui est en train de dégraisser sa liste élargie à quelques mois du Mondial. Cela se passe au moment où les concurrents de Gouiri dans le poste sont nombreux et réussissent un

début de saison époustouflant un peu partout dans les différents championnats européens, selon les mêmes sources.

N'ayant ainsi aucune chance d'intégrer l'équipe de France, du moins pas dans un proche avenir, le jeune Gouiri pourrait bien revoir ses cartes. Plusieurs sources affirment du reste qu'il serait à présent emballé à l'idée de jouer pour la sélection de son pays d'origine l'Algérie.

Reste à savoir si les derniers développements survenus dans le dossier Gouiri inciteraient le coach national, Djamel Belmadi, qui est en train d'injecter un sang neuf à son effectif en prévision des prochains challenges, à relancer ou pas l'attaquant niçois qui ne semble pas être mieux chanceux que Houssein Aouar avec l'équipe de France.

H. S.

S  
T  
R  
O  
P  
S





**BLIDA.** 6<sup>e</sup> RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT

# Plus de 1 900 agents mobilisés

Plus de 1.900 agents ont été mobilisés, par la wilaya de Blida, en prévision du sixième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) prévu en septembre prochain, a-t-on appris, mercredi, des responsables en charge de cette opération.

La wilaya a mobilisé 1.986 agents pour la réalisation du recensement, dont 76 formateurs, 1.609 agents recenseurs, 244 contrôleurs et 57 agents de réserve", a indiqué, à l'APS, la responsable en charge de ce RGPH, l'ingénieur Mameche Nadia, lors d'une réunion de la commission de wilaya, présidée par le wali Kamel Nouisser, pour apporter les dernières retouches relatives à cette opération. Les préparatifs pour le lancement du RGPH, prévu pour septembre prochain, ont été entamés depuis près de deux ans, avec notamment la répartition du territoire de la wilaya en 1.704 circonscriptions, a-t-elle observé. "Des sessions de formation de sept jours seront organisées, à partir de la première semaine de septembre, au profit des agents formateurs, qui seront chargés, à leur tour, de former des agents exécutifs au niveau des 25 communes de la wilaya de Blida", a précisé Mme Mameche. Lors de cette réunion, ayant regroupé différents directeurs concernés (équipements publics, transports, jeunesse et sports, éducation, administration locale et autres), le wali a insisté sur l'"impérative mobilisation de tous les moyens matériels et humains pour l'en-



Ph: DR

cadrement de ce RGPH, notamment au volet transport", en vue de "rallier les zones les plus reculées de la wilaya, au regard de la complexité de la configuration du réseau urbain, (constructions anarchiques, bidonvilles, fermes, etc)", a-t-il observé. M. Nouisser a, également, donné des instructions pour le choix d'agents compétents, expérimentés et fiables pour fournir des données précises et assurer le succès de cette opération.

Selon le wali, ce recensement, qui s'étalera sur 15 jours, vise notamment "la maîtrise des mécanismes de planification pour la mise en place d'une stratégie nationale en matière de développement local, ainsi que l'élaboration de politiques publiques efficaces adaptées aux besoins des citoyens". Cette opération est la sixième du genre en Algérie, après celles organisées en 1966, 1977, 1987, 1998 et 2008, rappelle-t-on.

**SOUK-AHRAS.** FEUX DE FORÊTS

## Trois commissions pour la prise en charge des sinistrés et le décompte des pertes

Trois (3) commissions ont été installées à Souk-Ahras, chargées de la prise en charge des sinistrés et la décompte des pertes causées par les feux de forêts signalés à travers 12 foyers à la wilaya le 17 août et 18 août courant, a affirmé mercredi le secrétaire général de la wilaya.

La première commission a été chargée de la mission d'évacuation de 350 familles de leurs maisons, sachant que 484 blessés ont quittés les hôpitaux et ne reste qu'un seul cas (une enfant souffrant de brûlures de 2<sup>e</sup>me degré qui fait l'objet de soins), a précisé M. Said Khelil à l'APS.

La même source a indiqué que la deuxième commission a commencé depuis les premières heures du déclenchement de ces feux à fournir les aides alimentaires et la literie dans le cadre de caravanes de solidarité venues de plusieurs wilayas du pays. Alors que la troisième commission, a ajouté la même source, s'est occupée du recensement des dégâts et des pertes subis par les élèves et agriculteurs qui exploitent les vergers en plus des maisons endommagées.

Dans ce cadre, le secrétaire général de la wilaya

a indiqué que dans un premier bilan, il a été procédé au recensement de 21 habitations endommagées à des degrés divers, nécessitant selon lui une réhabilitation intégrale ou de simples réhabilitations, en plus de la mort de 222 têtes bovine, ovines et de chèvres à cause de la fumée intense et 850 poulets et 22.422 arbres fruitiers et 8 lots de conduites d'irrigation via la technique goutte à goutte dans une des exploitations agricoles et 3.000 hectares de couvert forestier et la destruction également de 800 ruches et 12 ha de terres irriguées.

Un rapport détaillé sera transmis à la commission nationale de recensement après l'achèvement de l'opération qui est arrivée à un stade « très avancé » en vue de prendre en charge et indemniser les sinistrés, selon le même responsable.

L'opération de distribution des aides au profit des sinistrés a eu lieu de concert avec la société civile a fait savoir le même responsable, qui a salué à cette occasion des efforts d'associations, médecins et psychologues qui se sont chargés de l'accompagnement des sinistrés notamment ceux ayant subis des chocs psychologiques. Il a rappelé que les

feux de forêts à Souk-Ahras avaient causé la mort de 5 personnes d'une même famille en plus de 8 autres issues de la même wilaya ayant trouvés la mort à la wilaya voisine d'El Tarf.

**TOUGGOURT.** EXPOSITION-VENTE DE MANUELS SCOLAIRES

## Grande affluence du public

L'exposition-vente de manuels scolaires, organisée dans la salle d'expositions au siège de la commune de Touggourt, connaît une grande affluence du public, notamment des parents d'élèves venus nombreux pour acquérir de nouveaux ouvrages à leurs enfants, à l'approche de la rentrée scolaire, a-t-on constaté.

Approchés par l'APS, des visiteurs qui ont commencé à affluer, dès les premières heures de l'ouverture mardi dernier, vers les stands exposant des ouvrages scolaires et parascolaires, destinés aux élèves des trois paliers de l'enseignement, ont exprimé leur "satisfaction" quant à l'organisation de cette exposition, initiée par le Centre locale d'édition, de distribution et de documentation pédagogique, relevant de l'Office national des publications scolaires (ONPS). Elle permettra, selon eux, d'acheter des livres dans de bonnes conditions et à des prix raisonnables. Les organisateurs prévoient de créer dix nouveaux points de vente à tra-

vers la wilaya, et ce afin d'atténuer la pression qui pèse sur le point de vente principal au chef-lieu, en plus de rapprocher les manuels scolaires des populations des zones rurales et éloignées, a affirmé la directrice du centre, Mme Amhani Ghamri.

Elle a ajouté que l'ouverture de nouveaux points de vente, sera effectuée en coordination avec les services du commerce, afin d'assurer le déroulement de l'opération de bonnes conditions et d'éviter notamment la monopolisation des livres et l'augmentation de leurs prix, signalant que les manuels scolaires sont proposés à des prix fixes, en tenant compte du pouvoir d'achat des citoyens.

Placée sous le slogan "Votre Office est toujours à côté de vous", l'exposition se poursuivra jusqu'à la mi-septembre, avec possibilité de prolongation, et ce pour assurer une large couverture, dans la perspective de la préparation de la prochaine rentrée scolaire (2022 - 2023), selon les organisateurs.

**MOSTAGANEM.** RENTRÉE

SCOLAIRE

## Plus de 400 millions DA pour l'opération de solidarité

Une enveloppe de 406 millions DA a été affectée à Mostaganem pour l'opération de solidarité spéciale "rentrée scolaire", a-t-on appris, mercredi, de la cellule d'information et de communication de la wilaya. Dans ce cadre, le wali, Aissa Boulahia a tenu, mardi soir, une rencontre avec les chefs de daïras consacrée aux préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, dont notamment l'opération de solidarité portant sur l'attribution de primes et l'acquisition de trousseaux scolaires au profit des élèves nécessiteux, relève-t-on dans un communiqué rendu public. Un montant de 350 millions DA a été consacré aux primes de solidarité déjà virées dans les comptes postaux des bénéficiaires alors que 56 autres millions DA ont été réservés à l'acquisition des trousseaux scolaires, a-t-on ajouté de même source. Par ailleurs, le wali a décidé, lors de cette rencontre, d'attribuer un montant supplémentaire de 55 millions DA pour l'acquisition des équipements scolaires au profit des écoles du cycle primaire, dans le cadre des mesures visant à alléger le poids du cartable des élèves. Il a également rappelé les efforts de l'Etat pour assurer le transport, le chauffage des classes et équiper les cantines scolaires. A ce propos, le chef de l'exécutif de la wilaya a décidé, récemment, l'octroi aux communes d'une enveloppe de 108 millions DA pour couvrir les dépenses de maintenance et de location des bus de transport scolaire, notamment au niveau des zones rurales et enclavées. Au titre de la prochaine rentrée scolaire, 10 nouvelles structures éducatives et 4 cantines scolaires sont réceptionnées et plus de 221 écoles primaires ont été raccordées récemment au réseau de gaz naturel, ce qui permettra d'assurer leur chauffage et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a-t-on fait savoir.

**KHENCHELA.** COMMERCE

## Exportation d'un premier lot de biscuit vers la Tunisie

Un premier lot de 49 tonnes de biscuit, fabriqué par une unité industrielle de statut privé implantée dans la wilaya de Khenchela a été expédié mercredi vers la Tunisie, via le poste frontalier de Bouchebka (wilaya de Tebessa), en présence du chef de l'exécutif de la wilaya et des acteurs économiques de la région.

Une deuxième opération d'exportation de ce produit est prévue au mois de septembre prochain, a indiqué le directeur du Commerce et de la promotion des exportations de la wilaya, Mohamed Belaribi, ajoutant que cette dernière devra bénéficier des avantages du couloir vert pour permettre à la marchandise d'arriver à sa destination dans les délais. Le chef de l'exécutif local a déclaré à l'APS que la présence des autorités locales au lancement de cette opération intervient "comme un encouragement aux gestionnaires de l'entreprise exportatrice pour redoubler les efforts en vue de produire et exporter des quantités importantes de biscuit vers le marché africain et affirmer également le soutien et l'accompagnement de l'Etat aux investisseurs notamment les jeunes". Le même responsable a indiqué que les autorités locales sont aux côtés de l'entreprise exportatrice et offrent toutes les facilités "en vue de faire passer le message aux autres investisseurs locaux et les incitant à oeuvrer pour aller au monde de l'exportation hors hydrocarbures et promouvoir l'économie nationale". Il a ajouté que la wilaya de Khenchela constitue ces derniers temps "une destination privilégiée



pour l'investissement compte tenu de ces potentialités prometteuses dans plusieurs domaines vitaux comme l'industrie et l'agriculture". Il a insisté également sur l'importance de booster le dynamisme économique dans cette wilaya à travers la création de richesse et la création de postes de travail et l'encouragement des investisseurs à accéder au monde de l'exportation. De son côté, le directeur du commerce et de la promotion des exportations a indiqué à l'APS que ses services ont accompagné cette entreprise spécialisée dans la fabrication du biscuit à travers la fourniture de conseils et de facilitations pour l'exportation de la première cargaison de biscuit vers la Tunisie via le poste frontalier commercial de Bouchebka dans la wilaya de Tebessa. Il a précisé qu'il sera procédé juste avant le lancement de l'exportation du deuxième cargaison de bis-

cuit en septembre prochain "à un travail de concertation avec l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes d'Oum El Bouaghi pour achever toutes les procédures douanières et contrôler la marchandise à l'usine de Khenchela afin de permettre à l'investisseur de bénéficier des avantages du couloir vert au centre frontalier et gagner du temps et éviter les procédures qui peuvent retarder l'arrivée de la cargaison à sa destination". La wilaya de Khenchela a procédé il y a trois ans au lancement de plusieurs opérations d'exportation, avant d'être interrompues en raison de la conjoncture sanitaire exceptionnelle qu'a vécu le monde (Covid-19). Le coup d'envoi de cette cargaison chargée à bord de trois camions semi-remorque a été donné au siège d'une des Sociétés de statut privé à la zone industrielle de Khenchela.

**BORDJ BOU-ARRÉRIDJ.** INDUSTRIE

## 8 milliards DA pour l'aménagement de deux zones industrielles

Une enveloppe financière de huit (8) milliards DA a été consacrée à l'aménagement aux zones industrielles de Mechtat Fatma (commune d'El-Hamadja) et de Remayel (commune de Ras El-Oued) dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué mercredi le wali Mohamed Benmalek. Le même respon-

sable a détaillé à la presse en marge du coup d'envoi du projet d'aménagement de la zone industrielle de Mechtat Fatma que parmi le montant global consacré pour la réalisation de ces opérations, six (6) milliards DA ont été accordés au profit de la zone industrielle de Mechtat Fatma tandis que la seconde (Remayel) a néces-

sité la mise en place d'une enveloppe financière estimée à deux (2) milliards DA.

Les actions à entreprendre dans ce cadre, portent sur le raccordement aux réseaux divers (eau-électricité-gaz-assainissement, électrification publique), en plus du gouddonnage des routes principales et secondaires, a fait

savoir le chef de l'exécutif local. La réalisation des travaux d'aménagement extérieur fait partie également de ces opérations qui permettront aux investisseurs de lancer leurs projets, a ajouté le même responsable.

Il a souligné à ce propos que le projet avait connu un retard de plusieurs années en raison de "certains obstacles liés à l'étude dont les investisseurs ont procédé à la réalisation de leurs unités industrielles avant la concrétisation des travaux consistant en le raccordement aux réseaux divers, ce qui a entravé le développement ou le lancement de leurs projets".

Dans le même contexte, M. Benmalek a affirmé que "les autorités locales oeuvrent pour assurer les conditions convenables pour l'investissement, à travers l'accompagnement des investisseurs sérieux et surmonter les obstacles rencontrés", ce qui permettra, selon lui, de "créer de nouveaux postes d'emploi, de réduire les taux de chômage et de diversifier les investissements et créer un dynamisme économique et industriel à l'échelle locale".

**BATNA.** ÉDUCATION

## De nouvelles structures scolaires pour la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Batna verra la réception, au titre de la prochaine rentrée scolaire de nouvelles structures, tous cycles confondus, a-t-on appris mercredi auprès des services de la direction concernée. Il s'agit de trois (3) groupes scolaires implantés au quartier El-Manchar au chef-lieu de wilaya, à la cité AADL relevant de la localité d'Oued Chaaba ainsi qu'un autre, affecté au bénéfice de la commune de Rahbat, a précisé la même source.

La rentrée scolaire 2022-2023, connaîtra également la réception durant la même période de trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM) dont un (1) réalisé à proximité de la route menant vers la commune de Tazoult et les deux (2) autres aux localités d'Ouled Si Slimane et d'El-Djazar en plus d'un établissement d'ensei-

gnement secondaire construit dans la commune de d'Ouled Sellam, a-t-on ajouté. Il est prévu également, la réception de douze (12) classes d'extension dans les villes de Batna et d'Ain Yagout, a souligné la même source qui a affirmé que l'entrée en service de ces structures contribuera à alléger la pression sur les classes pédagogiques existantes et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves.

En matière de restauration, certaines zones d'ombre dans la wilaya de Batna seront dotées de cantines scolaires qui seront opérationnelles au titre de la même rentrée, ont poursuivi les services de la direction du secteur.

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Batna, dispose actuellement de 663 écoles primaires, 183 CEM et de 93 lycées, a-t-on signalé de même source.

**CONSTANTINE.** FOURNITURES

SCOLAIRES

## 17 brigades mixtes mobiles pour le contrôle de la qualité et des prix

Dix sept (17) brigades mixtes mobiles ont été mobilisées mercredi par la Direction du commerce et la promotion des exportations de la wilaya de Constantine pour le contrôle de la qualité et des prix des fournitures scolaires en prévision de la rentrée 2022-2023, a indiqué son directeur Rachid Hedjal. Les brigades, fortes de 34 agents de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, sillonneront, lors de leurs visites inopinées, l'ensemble des librairies et espaces réservés à la vente des articles scolaires, tous types confondus, a précisé le même responsable. "Ce contrôle s'inscrit dans le cadre des directives et des orientations du ministère de tutelle visant à garantir le respect des normes de la qualité et de la conformité de ce genre de produits, tout en contribuant à la régularisation du marché local", a expliqué à l'APS Rachid Hedjal. Les actions de contrôle programmées, a-t-il ajouté, auront également pour objectif de lutter contre toutes formes de fraude et pratiques commerciales illicites pouvant survenir. L'opération d'inspection ciblera de s importateurs, des commerçants de détail et des grossistes, ainsi que des producteurs spécialisés dans ce domaine, a indiqué M. Hedjal, soulignant que les sorties de contrôle sur le terrain cibleront essentiellement tous types de peinture, à eau ou sèche, les colles, l'encre et la pâte à modeler. Le secteur du commerce dans la wilaya de Constantine compte actuellement 511 commerçants de gros, de détail et mobiles, concernés par la commercialisation des fournitures scolaires, selon les dernières statistiques établies par les services de la Direction du commerce et la promotion des exportations.

**DJELFA.** HABITAT

## Distribution de plus de 1100 lots de terrains constructibles

Au moins 1167 lots de terrains constructibles créés dans le cadre des lotissements sociaux ont été attribués mercredi à leurs bénéficiaires au chef-lieu de Djelfa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les listes des bénéficiaires des lotissements sociaux ont été rendues publiques suite à l'engagement pris, précédemment, par les autorités locales de procéder à la distribution de cet important quota de terrains "dans un délai n'excédant pas le mois d'août au plus tard", a-t-on ajouté de même source. Les lotissements, aménagés par la Direction de l'urbanisme et de la construction et l'Agence de gestion et de régulation foncière urbaine, sont répartis entre plusieurs sites, dont celui mitoyen à la cité "El Fousha" qui englobe 308 lots et trois autres sites au niveau du nouveau pôle urbain de "Berbi" totalisant 452 lots. A cela, s'ajoute un lotissement social créé au pôle urbain de Bahrara (Est de la ville de Djelfa) comptant plus de 400 lots de terrains constructibles, répartis entre deux sites au niveau de ce pôle englobant, également, des logements publics locatifs et promotionnel aidé (LPA) selon les services de la wilaya.

MUSIQUE

# «Disco Maghreb» renaît de ses cendres grâce à DJ Snake

Label mythique du raï, "Disco Maghreb" a été un phare de ce genre musical né dans l'Ouest de l'Algérie, avant de tomber aux oubliettes. Depuis peu, il est de nouveau en tête d'affiche, porté par le succès phénoménal du dernier titre de DJ Snake. A tel point que sa boutique noire et jaune dans le centre d'Oran sera une étape de la visite samedi en Algérie du président français Emmanuel Macron - un déplacement qu'il veut axé sur la jeunesse.

**S**i "Disco Maghreb" est soudainement devenu tendance, c'est grâce à la star planétaire franco-algérienne DJ Snake. D'habitude, il signe des collaborations avec Lady Gaga, Cardi B ou Justin Bieber. Cette fois-ci, William Sami Ghahcine, 36 ans, élevé en France par une maman algérienne, s'est allié à Boualem Benhaoua, 68 ans. Dans les années 1980, il a lancé les stars du raï adulées tant dans les cabarets d'Algérie que sur les scènes de Paris ou de Marseille.

## "BEAUCOUP DE SOUVENIRS"

"J'ai beaucoup de souvenirs dans la musique, beaucoup de souvenirs avec les chanteurs de raï, ils sont tous passés par ici", se remémore auprès de l'AFP le patron de "Disco Maghreb". Cheb Khaled, Cheb Mami, Cheb Hasni, Cheba Zahouania... Tous ont enregistré leurs cassettes à "Disco Maghreb". Pour des générations entières, ce nom a incarné un magasin, un éditeur de disques et La Mecque des nostalgiques du raï dans un pays où la décennie noire des années 1990 a vu son lot de chanteurs assassinés et s'éclipser sur internet les genres locaux au profit des musiques occidentales. DJ Snake dit avoir voulu rendre hommage à un lieu mythique, blotti dans une ruelle d'Oran que beaucoup pensaient oublié de tous. Son titre, qui mêle rythmes électro et musique raï --avec un magnifique épilogue du "roi" Cheb Khaled sur fond de course de jeunes à mobylette-- a été vu plus de 78 millions de fois en deux mois sur YouTube. Depuis, une nouvelle géné-



ration afflue pour prendre des selfies sous l'enseigne "Disco Maghreb". A l'intérieur, le propriétaire reçoit tout sourire, au milieu des cassettes qui s'empilent sur les étagères de sa boutique, fermée depuis des années et restée dans son jus. Ca et là, les visiteurs peuvent découvrir du matériel audio d'époque qui pourrait figurer dans un musée d'antiquités.

## "LIEU DE RENCONTRE"

La plupart n'ont jamais eu de cassettes audio entre les mains, mais c'est avec plaisir qu'il prennent des photos avec M. Benhaoua et ses vinyles. Nawel, 36 ans, a fait le détour exprès. "On visite Oran et on en profite pour faire un passage ici pour des photos souvenirs", raconte à l'AFP cette pilote de ligne. "C'est un endroit emblématique de l'Oranie et avec le dernier clip de DJ Snake, ça lui a donné encore plus d'écho", explique-t-elle. Pour de nombreux internautes d'ailleurs, DJ Snake a fait avec un seul clip une bien meilleure promotion de la destination Algérie que ne le feront jamais les professionnels du

secteur. Sur son compte Twitter, celui dont plusieurs vidéos dépassent le milliard de vues, écrit avoir imaginé "Disco Maghreb" comme un "pont entre différentes générations et origines, reliant l'Afrique du Nord, le monde arabe et au-delà..."

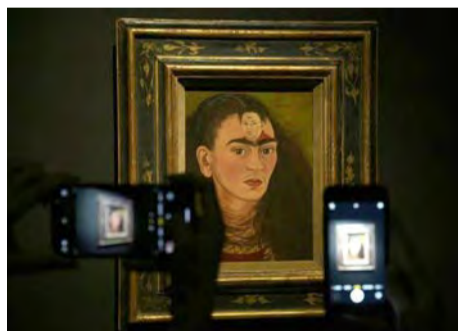
"C'est une lettre d'amour à mon peuple", affirme l'artiste dont la tournée actuelle va de l'Europe, à l'Amérique du Nord en passant par l'Inde et le Chili. DJ Snake "n'est pas un simple chanteur, c'est comme quelqu'un de ma famille", assure M. Benhaoua. "J'ai trouvé en lui les qualités d'un grand homme, c'est un homme complet, il compatit avec les personnes aux revenus modestes, il a lui-même grandi dans ces conditions", souligne-t-il. Et pour préparer une nouvelle génération de Cheb Khaled, de DJ Snake et autre Cheb Mami, "Disco Maghreb" est bien décidé à en finir avec sa longue traversée du désert. La boutique oranaise "va devenir un lieu de rencontre pour les artistes, pour découvrir de nouveaux talents", indique M. Benhaoua.

ARGENTINE

## Un autoportrait culte de Frida Kahlo visible pour la première fois en 25 ans

**U**n autoportrait emblématique de l'artiste mexicaine Frida Kahlo, à ce jour le tableau latino-américain le plus cher de l'histoire, est exposé pour la première fois depuis un quart de siècle dans un musée de Buenos

Aires dont le fondateur l'a acquis. "Diego y yo" (Diego et moi), réalisé par Frida Kahlo 1949, avait été acquis en novembre pour 34,9 millions de dollars aux enchères à New York, pour la "Collection Eduardo F. Costantini", le chef d'entreprise et collectionneur argentin, fondateur du Musée des arts latino américains (Malba) de Buenos Aires. Le tableau sera à partir de vendredi la principale attraction de l'exposition "Tercer Ojo" (Troisième œil), où Eduardo Costantini présentera sa collection privée, avec également des œuvres du Cubain Wifredo Lam, des



Mexicains Miguel Covarrubias et Rosa Rolanda, du Brésilien Vicente do Rego Monteiro. "Diego y yo", une huile sur isorel, présente le regard intense caractéristique des autoportraits de Kahlo. Sur son front apparaît le visage de son époux, le peintre Diego Rivera, au-dessus des yeux noirs de Kahlo d'où coulent quelques larmes. Rivera s'était à l'époque rapproché d'une célèbre actrice mexicaine, source du mal-être que Kahlo exprime dans le tableau. "Pour moi, Frida est une artiste unique. Elle a une vie dramatique qu'elle raconte sans honte,

de manière spontanée et ouverte. Je crois que c'est précisément ce que les gens aiment chez elle", a dit mercredi Eduardo Costantini cette icône du féminisme décédée en 1954 à 47 ans. L'exposition du Malba, présentée mercredi à la presse, propose plus de 240 œuvres, dont bon nombre n'avaient pas été exposées en public depuis près d'une trentaine d'années. C'est le cas de "Diego y yo", depuis 1998, a souligné Eduardo Costantini. En s'adjudant pour 34,9 millions de dollars chez Sotheby's, "Diego y yo", auparavant aux mains d'un collectionneur, était devenu de loin le tableau latino-américain le plus cher de l'histoire, surpassant le record de Diego Rivera, pour un tableau ("Los Rivaes", 1931) vendu 9,76 millions USD aux enchères en 2018.

TIZI-OUZOU

## Coup d'envoi du festival "Un jeune, une idée"

**L**e coup d'envoi de la première édition d'un festival interactif dédié à la jeunesse, aux arts et à l'innovation, "Un jeune, une idée" a été lancé jeudi soir à Agouni Fougou, dans la commune de Ouacifs au Sud de Tizi-Ouzou. L'ouverture de cette manifestation qui s'étalera sur 3 jours s'est faite à travers un carnaval de rue organisé par l'association théâtrale "El Ghendja" de Sidi Bel Abbès. L'objectif de ce rendez-vous est "d'offrir, pendant ces 3 jours, un espace pour les capacités créatrices et innovatrices des jeunes et les familiariser avec l'art" ont souligné les organisateurs. C'est aussi, a-t-on indiqué, "un trait d'union entre le présent et le passé" à travers l'hommage qui sera rendu aux 110 martyrs du village pendant la guerre de libération nationale. Des plaques nominatives, commémoratives, seront réalisées, à cet effet, à chacune des places du village où 43 d'entre eux sont tombés au champs d'honneur et d'autres enterrés. Au programme de ce rendez-vous, un ensemble d'activités interactives qui se dérouleront toutes à travers les artères et placettes du village sous forme de Qaada. "Le choix de cette forme, sans sonorisation, est dicté par le souci d'offrir davantage de socialisation" explique Mohamed Kebci de l'association organisatrice, Tanekra. Des cycles de formation en diverses expressions artistiques (théâtre, photographie, danse, dessin) seront dispensés par des spécialistes dans les activités artistiques (théâtre, chansons, poésies et autres) en soirée. Des travaux d'embellissement du village, sous forme de fresques murales, installation de plaques nominatives de lieux-dits du village sont également prévus. Il est, également, question, de visites guidées qui seront effectuées à travers divers sites et endroits du village et de la région qui recèle d'énormes potentialités touristiques.

BRITNEY SPEARS SORT UN DUO AVEC ELTON JOHN

## Sa première nouvelle chanson depuis 2016

**L**a première nouvelle chanson de Britney Spears en six ans est sortie vendredi, un duo avec la légende britannique Elton John intitulé "Hold Me Closer". Le morceau sort moins d'un an après l'annonce de la fin de la tutelle controversée exercée principalement par son père, Jamie Spears. "Okie dokie... ma première chanson en 6 ans!!!!", a écrit la chanteuse sur Twitter. "C'est plutôt super cool de chanter avec l'un des hommes les plus classiques de notre époque". La pochette de la chanson associe des images d'enfance des deux légendes de la pop, qui à eux deux ont plus de 90 ans d'expérience dans l'industrie musicale. En dépoussiérant son classique "Tiny Dancer", avec des éléments de "The One" avec l'aide d'une artiste plus jeune, Elton John réitère le tour de passe-passe qu'il avait réussi avec le tube de l'année dernière "Cold Heart", enregistré avec Dua Lipa. La dernière sortie de Britney Spears remontant à 2016, avec son album "Glory". Depuis, la chanteuse avait surtout fait les gros titres avec son combat pour être libérée de sa tutelle, décidée en 2008 en raison de troubles psychologiques. Britney Spears avait dénoncé une mesure "abusive" qui, selon elle, l'empêchait de retirer son stérilet contraceptif malgré son désir d'avoir d'autres enfants.

## AGENDA CULTUREL

• GALERIE BAYA DU PALAIS DE LA CULTURE MOUFDI-ZAKARIA (KOUBA, ALGER)

Jusqu'au 31 août : Exposition de photographies «Anthropologie visuelle de la ville de Temacine, 1920-2022» de Malika Gueddime

• GALERIE D'ARTS MOHAMED TEMMAM (39, RUE HOCINE ASSELAH, ALGER-CENTRE)

Jusqu'au 31 août : L'Etablissement arts et culture de la wilaya d'Alger organise une exposition de l'artiste syrienne Hiba Hamdane intitulée : «Formes géométriques des beaux noms de Dieu»

• BIBLIOTHÈQUE PRINCIPALE DE LECTURE PUBLIQUE DE CHLEF

Jusqu'au 30 août : exposition dédiée au livre historique avec plus de 250 titres sur l'histoire de l'Algérie et la guerre de Libération nationale.

• CERCLE FRANTZ-FANON DE RIADH EL-FETH (EL-MADANIA, ALGER)

Jusqu'au 17 septembre : 2e édition de l'exposition collective «Vue sur mer». Horaires d'ouverture de 10h à 20h.

# Les courses en direct



**HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER**  
**SAMEDI 27 AOÛT 2022 - PRIX : GALA - PS.AR.NEE**  
**DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00**  
**TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ**

## Fatia D'Hem, seule contre tous

Notre bien aimé hippodrome du Caroubier a longtemps été boudé, mais il commence à retrouver son lustre d'antan puisqu'il vient de le prouver ce samedi 27 août en faisant le plein avec ce prix Gala réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie n'ayant pas totalisé la somme de 81 000 dinars en gains et places depuis janvier passé. On nous propose un quinté archi bien conçu et l'arrivée risque d'être à grosse cote. Cela dit nous ne pouvons que vous conseillez de bien lire nos commentaires.

### LES PARTANTS AU CRIBLE

- MADJID M'HARECHE.** Ce coursier n'est pas là par hasard. Avec ce lot, il aura son mot à dire. À suivre.
- FAWZANE.** Il a faibli juste aux abords du poteau, en dernier lieu, il est capable de récidiver. Méfiance.
- AKRAM.** Il semble avoir assez repris de sa superbe. Outsider assez intéressant.
- GHANEMOIR.** Pas évident. À revoir.
- MORTADJEZ.** Si on a fait appel au talentueux jockey Ch. Attallah. C'est qu'il y a du jus.
- MEZHOUR.** Ce cheval n'a pas été revu en piste depuis qu'il n'a pas terminé son parcours. Je trouve qu'il n'a que la monte du jour à son avantage.
- BOUCHRA DE DILMI.** Elle change trop souvent de jockey, je crains qu'elle n'aura pas la tâche facile.
- FATIA D'HEM.** Cette pouliche transfuge de Tiaret est habituée à courir avec plus meilleurs. Elle va viser haut. À suivre sans voir.
- GHALIA.** Elle arrive souvent en tête des battus. Au mieux elle sera cochée dans une longue.
- CIRADJ.** Ce cheval n'arrive toujours pas à refaire surface, il reste plus difficile à retenir

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
LE PETIT HARAS	1	MADJID M'HARECHE	A. HAMIDI	56	4	H. AGUENOU
H. RAHOUANI	2	FAWZANE (0)	AM. BENDJEKIDEL	56	10	A. BOUSSAA
M. ZIDELKHIR	3	AKRAM	MS. GUEHIOUCHE	55,5	17	A. ROUBAH
L. BOUDJEMAA	4	GHANEMOIR	T. ALI OUAR	55	6	PROPRIÉTAIRE
M. MAGHDAD	5	MORTADJEZ	CH. ATTALLAH	55	5	PROPRIÉTAIRE
A. ZAIDI	6	MEZHOUR	S. BENYETTOU	55	11	PROPRIÉTAIRE
M. MIRENNAS	7	BOUCHRA DE DILMI (0)	K. RAHMOUNE	54	9	B. DEIFOUS
F. METIDJI	8	FATIA D'HEM	HO : EL. FERTAS	54	16	H. DJELLOULI
EH. HAMANI	9	GHALIA	T. LAZREG	54	7	MH. BENKHALIFA
K. HAIL	10	CIRADJ	O. CHEBBAH	54	15	PROPRIÉTAIRE
O. MEZIANI	11	MORDJANYA	AL. TIAR	54	13	S. MEZIANI
F. HAMIANE	12	GUALBI	A. YAHIAOUI	53	2	PROPRIÉTAIRE
N. BOUDRAF	13	EL QUASSID D'HEM	D. BOUBAKRI	53	12	PROPRIÉTAIRE
HARAS DE LAHBIL	14	AMEL EL HABIL	AB. ATTALLAH	53	18	PROPRIÉTAIRE
LE PETIT HARAS	15	DJAWIDA	EH. CHAABI	52	3	A. AOUINA
R. BOUSSAA : N. DAAS	16	DOUNGA	HA. EL FERTAS	51	14	A. BOUSSAA
A. AZZOUZ	17	RACHA DE CARRERE	AP : MA. AIDA	51	8	PROPRIÉTAIRE
S. AOUINA	18	GAMIR	F. MOUSSI	50,5	1	PROPRIÉTAIRE

qu'à écarter. Outsider moyen.

11. MORDJANYA. À revoir.

12. GUALBI. C'est le genre de coursier à surveiller de près, son entourage est redoutable. Méfiance.

13. EL QUASSID D'HEM. N'a pas couru depuis mai 2021.

14. AMEL EL HABIL. Pas évident.

15. DJAWIDA. Elle va être notre outsider préféré.

16. DOUNGA. Longtemps absent des pistes. À revoir.

17. RACHA DE CARRERE. Un outsider assez séduisant.

18. GAMIR. Tâche assez difficile.

### DANS LE CREUX DE L'OREILLE

#### MON PRONOSTIC

**8. FATIA D'HEM - 1. MADJID M'HARECHE - 5. MORTADJEZ - 2. FAWZANE - 15. DJAWIDA**

#### LES CHANCES

**12. GUALBI - 17. RACHA DE CARRERE**

**El Bayadh : arrestation d'un individu pour vol de 15 millions de DA dans un local commercial**

Les services de sûreté de wilaya d'El Bayadh ont arrêté un individu pour vol de 15 millions de DA dans un local commercial, a indiqué, hier, un communiqué des services de la Sûreté nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité urbaine, les services de la première sûreté urbaine de la sûreté de wilaya d'El Bayadh ont arrêté en un temps record un individu âgé de 30 ans pour vol d'un sac à main dans un local commercial", précise le communiqué. Le propriétaire du local commercial sis au centre ville d'El Bayadh s'est présenté devant la brigade de la police judiciaire de la première sûreté urbaine pour déposer plainte selon laquelle "un sac à main contenant une somme de 15 millions de DA a été volé dans son local", suite à quoi, ajoute la même source, des investigations techniques ont été menées grâce auxquelles "le suspect a été identifié et arrêté au centre ville avec, en sa possession, le sac à main recherché (...) et une somme d'argent de 60.000 DA a été récupérée.

## Covid-19: un million de décès dans le monde depuis janvier

La pandémie de Covid-19 a fait un million de décès dans le monde depuis janvier, a indiqué jeudi l'OMS, qui appelle les gouvernements à accélérer la vaccination alors qu'un tiers de la population mondiale n'est pas vaccinée. "Nous avons dépassé le jalon tragique d'un million de décès dus au Covid-19 depuis le début de l'année", a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, en conférence de presse. Il a demandé aux gouvernements de tous les pays de redoubler d'efforts pour vacciner tous les travailleurs de la santé, les personnes âgées et les autres personnes les plus exposées, afin d'atteindre une couverture vaccinale de 70% pour l'ensemble de la population. En janvier de cette année, l'OMS, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et leurs partenaires ont créé le Partenariat pour la fourniture du vaccin contre le Covid-19 (CoVDP), dans le but de faciliter la distribution des doses dans 34 pays dont la couverture vaccinale était inférieure à 10%, tous sauf six se situant en Afrique. Désormais, s'est réjoui le Dr Tedros, seuls 10 pays ont encore une couverture inférieure à 10%. "Cependant, il reste encore beaucoup à faire", a-t-il dit. Selon le patron de l'OMS, un tiers de la population mondiale n'est toujours pas vaccinée, dont deux tiers du personnel de santé et trois quarts des personnes âgées dans les pays à faible revenu.

## Démantèlement d'un réseau de trafic de drogues dures à Mostaganem

Les éléments de la brigade de recherche et d'investigations de la wilaya de Mostaganem ont démantelé récemment un réseau criminel qui s'adonnait à la commercialisation de drogues dures (cocaïne) et de comprimés psychotropes, a-t-on appris hier auprès de ce corps de sécurité. Cette opération a été menée suite à des informations faisant état des activités de ce réseau, composé de trois individus, âgés entre 22 et 34 ans et originaires de différentes wilayas dans l'ouest du pays, qui s'adonnaient à la vente des drogues dans le quartier Salamandre, au



centre ville de Mostaganem, a-t-on indiqué dans un communiqué de la sûreté de wilaya. Les investigations lan-

cées dans ce cadre ont permis d'identifier le cerveau de ce réseau, qui a fait l'objet d'une étroite surveillance avant

d'être arrêté au moment où il s'appropriait à prendre possession d'une quantité de drogue de la part de ses deux complices. Les enquêteurs ont saisi une quantité de 1, 58 grammes de cocaïne et sept comprimés de psychotropes. Après avoir fait l'objet d'une procédure judiciaire, les trois mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem qui a placé deux des mis en cause en détention provisoire, alors que le troisième a été mis sous contrôle judiciaire, a-t-on ajouté de même source.

## La SNTF programme deux dessertes supplémentaires sur la ligne Alger-Oran-Alger



La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a programmé deux dessertes supplémentaires sur sa ligne Alger-Oran-Alger à partir de ce week-end, a annoncé jeudi la société dans un communiqué. Au regard de la demande croissante sur la ligne Alger-Oran, particulièrement les week-end, il a été décidé la programmation de deux dessertes supplémentaires, à compter du vendredi et samedi, 26 et 27 août en cours, indique le document. Le départ de la première desserte Alger-Oran est prévu à 10h37 et la seconde Oran-Alger programmée à 10h02, a-t-on ajouté de même source.

## 890 écoles fermées pour insécurité au Niger

Quelque 890 écoles sont fermées au Niger à cause de l'insécurité, à la date du 23 août courant, a constaté le Fonds des Nations unies pour l'Enfance (UNICEF). Il s'agit de 855 écoles du primaire et 35 autres du secondaire. "77 919 enfants, dont 38 394 filles sont affectés par la fermeture des écoles", a relevé l'UNICEF dans un rapport. Quatre régions du Niger sont concernées par la fermeture des écoles. Il s'agit des régions de Tillabéri (ouest), de Tahoua (nord-ouest), de Maradi (sud-ouest) et de Diffa (sud-est). A elle seule la région de Tillabéri compte 817 écoles fermées, suivie de Tahoua avec 34, Diffa avec 28 et Maradi avec 11. Selon un rapport établi par l'UNICEF, en juin dernier le nombre des écoles fermées à cause de l'insécurité au Niger était de 758, avec 68 306 enfants affectés.

## L'Espagne connaît son été le plus chaud et le plus meurtrier depuis 20 ans

L'été 2022 a été le plus chaud jamais enregistré en Espagne, mais aussi le plus meurtrier depuis 20 ans, avec des milliers de personnes qui sont mortes de causes liées à la chaleur, en plus du nombre élevé de décès associés à la COVID-19. Selon le dernier rapport du système de suivi quotidien de la mortalité (MoMo) de l'Institut de santé Carlos III publié jeudi, la vague de chaleur qui a été enregistrée dans le pays du 9 au 26 juillet, avec des températures dépassant 40 degrés Celsius dans de nombreux

endroits, a été responsable de 2.223 des 11.264 décès signalés en juillet. L'été dernier, les mêmes chiffres étaient respectivement de 568 et 2.385. "Les personnes les plus à risque sont les très jeunes et les très âgés ou ceux souffrant d'une maladie chronique qui les empêche de s'hydrater, ainsi que ceux qui

ne peuvent pas éviter la chaleur, à cause par exemple d'un problème de mobilité ou à cause d'une obésité importante qui peut les mettre en danger", a expliqué Emilio Salgado, spécialiste principal au service des urgences de l'Hôpital clinique de Barcelone, cité par des médias. "Ce qui est le plus inquiétant d'un point

de vue de santé publique, c'est le coup de chaleur classique, qui touche généralement les personnes incapables de réguler leur température corporelle à cause d'une maladie chronique, un état de fait que l'on voit surtout chez les personnes âgées ou chez les très jeunes enfants", a-t-il ajouté.

## Etats-Unis: hausse des crimes de haine au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Les crimes haineux commis dans les grandes villes américaines ont augmenté au cours du premier semestre 2022, selon le Centre pour l'étude de la haine et de l'extrémisme. Les incidents motivés par des préjugés cette année ont augmenté d'environ 5%, a relevé ce centre de recherche rattaché à l'université de Californie à San Bernardino, en citant des données recueillies auprès des services de police de 15 grandes villes. Les 15 villes en question représentent une population combinée de 25,5 millions d'habitants. Pour comparaison, un échantillon de données plus large provenant de 52 grandes villes et compilé par le centre a montré que les crimes de haine aux Etats-Unis avaient augmenté de près de 30 % en 2021. Selon les observateurs, les crimes de haine aux Etats-Unis n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, en raison de divers facteurs allant d'une hausse des sentiments anti-asiatiques pendant la pandémie de COVID-19 à une "animosité" anti-noire en réaction aux manifestations exigeant plus de justice raciale à travers l'Amérique en 2020.

### AUX POINGS

«Nous avons évoqué ensemble tous les volets ayant trait à la coopération bilatérale et les moyens de la renforcer, en vue de servir les intérêts communs de nos deux pays et de garantir à nos relations, tous domaines confondus, un élan qualitatif à même d'assurer une consécration de la nouvelle orientation que nous avons convenue d'ancre».

**Le Président Tebboune à l'issue des entretiens avec son homologue français, Emmanuel Macron**



### Le Courrier

Quotidien national d'information  
Edité par l'Eurl Millénum Presse

#### Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger  
R.C. : N° 01 B 00 151 30

#### Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

#### Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

#### Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

#### Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35  
023 70 94 22  
023 70 94 30  
023 70 94 31  
Fax. : 023 70 94 26

#### Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

#### Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger  
Tél. : 021 73 76 78  
Fax : 021 73 95 59

#### Impression :

- Centre : SIA  
- Est : SIE  
- Ouest : SIO

#### Diffusion : M.P. Diffusion

#### Nos bureaux régionaux

**Tizi Ouzou :**  
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine  
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

**Oran :**  
6, avenue Khedim Mustapha  
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

**Bouira :**  
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.  
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction\_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé  
Vent : 27 km/h  
Humidité : 70 %



Dans la nuit : Dégagé  
Vent : 26 km/h  
Humidité : 83 %

Dohr : 12h49  
Assar : 16h30  
Maghreb : 19h23  
Ïcha : 20h50

Dimanche 30  
mouharam 1444  
Sobh : 04h37  
Chourouk : 06h16

ÉLECTIONS PARTIELLES À TIZI-OUZOU

## L'ANIE reçoit huit dossiers de candidature

Huit dossiers de candidature aux élections partielles des Assemblées populaires communales (APC) prévues le 15 octobre prochain ont été déposés à Tizi-Ouzou, a annoncé, hier, la délégation de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

Il s'agit précise l'ANIE de 4 dossiers pour chacune des 2 communes concernées par ce scrutin partiel, Ait Boumahdi dans la daïra de Ouacifs et Ait Mahmoud dans la daïra de Béni Douala, déposés par deux partis politiques et six listes indépendantes. Pour la commune d'Ait Boumahdi, deux partis politiques, le Rassemblement national démocratique (RND) et le Front des forces socialistes (FFS) ainsi que deux listes indépendantes, Imnyen Ikhir et Tagmats ont déposé leurs dossiers. Dans la commune d'Ait Mahmoud, le FFS est en lice face à trois listes



indépendantes, Taskamut Ussirem, Tigejda Tighri Ugdud. L'ANIE dispose de huit jours pour l'étude de ces dossiers dont le dernier délai pour le dépôt était jeudi à minuit. "Ceux qui sont validés participeront donc à l'élection et les listes rejetées disposent des voies de recours offertes par la loi", a souligné le délégué local,

Rachid Kana. À noter que 5 partis politiques, le FFS, le RND, le Front de libération nationale (FLN), le Mouvement des jeunes algériens (MJA) et le Front El-Moustakbal ont retiré les formulaires de souscription des signatures.

R. R.

CROISSANT-ROUGE SAHRAOUI

## Les donateurs appelés à renforcer « en urgence » leurs aides humanitaires

Le président du Croissant-Rouge sahraoui, Yahia Bouhmini s'est félicité mercredi de l'appel lancé par le système des Nations unies en Algérie pour le renforcement de l'aide alimentaire aux réfugiés sahraouis, exhortant les donateurs à répondre en urgence à cet appel. Dans une déclaration faite à la presse Bouhmini a affirmé : « J'ai pris connaissance du communiqué de l'équipe des Nations unies en Algérie dans lequel elle a exprimé sa préoccupation quant à la situation des réfugiés sahraouis, et appelé la communauté internationale à accélérer la fourniture d'aides d'urgence aux réfugiés sahraouis ». Et de poursuivre : « nous

saluons les efforts consentis par le coordinateur résident de l'ONU en Algérie et par les instances onusiennes pour la sensibilisation de la communauté internationale à la situation des réfugiés sahraouis.

« Nous nous félicitons également de la teneur du communiqué et exprimons notre reconnaissance envers l'Algérie pour ses efforts en la matière et les pays donateurs pour les aides qu'ils assurent », a-t-il poursuivi. Dans ce sillage, Bouhmini a lancé un appel aux donateurs à l'effet de répondre, dans l'urgence, à l'appel des instances onusiennes en vue de venir en aide aux réfugiés sahraouis, étant une responsabilité permanente tant que les réfu-

giés ne sont pas en mesure de regagner leur patrie occupée illégalement par le régime marocain. Le responsable sahraoui s'est félicité en outre des aides apportées par le pays d'accueil, en l'occurrence l'Algérie, dans les différents secteurs : l'alimentation, l'eau, l'éducation, la santé, les télécommunications et l'électricité depuis plus de 46 ans.

Ania Nch

FOURNITURES SCOLAIRES

## 58 marchés de proximité pour casser les prix

Le ministère du Commerce annonce l'ouverture de 58 points de vente de proximité d'affaires scolaires. Le but étant de casser les prix excessivement chers proposés au niveau de différentes librairies. Selon le Directeur général du contrôle et de la lutte contre la fraude au ministère du Commerce, Mohamed Louhaidia, qui s'est exprimé sur les ondes de la Radio nationale, qu'il a été décidé de recourir à l'installation de 58 marchés de proximité au niveau national afin de permettre aux parents d'acquérir les manuels scolaires pour leurs enfants à des prix abordables. A cet égard, le même responsable a lancé un appel aux opérateurs économiques afin de contribuer dans cette démarche qui vise à casser la spéculation. Louhaidia a dans le même contexte souligné que le ministère du Commerce accompagnera le ministère de l'Éducation dans l'opération de vente des livres scolaires à travers notamment le renforcement du contrôle des prix fixés au niveau des librairies agréées.

Ania Nch

LUTTE CONTRE LA DROGUE

## La police saisit une quantité de marijuana à Alger

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont saisi une quantité de cannabis, de marijuana et des unités de boissons alcoolisées, a indiqué, hier, la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué. Les services de la sûreté de wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de police judiciaire relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Dar El-Beïda, ont traité une affaire de possession de drogues (cannabis), de vente de boissons alcoolisées sans autorisation, précise la même source. L'affaire en question porte aussi sur des faits d'entrée et de résidence illégale sur le territoire national, ainsi que l'hébergement des étrangers sans autorisation, selon le communiqué de la DGSN. Cette opération, ajoute la même source, s'est soldée par l'arrestation de deux individus et la saisie d'une quantité de 55g de cannabis et de marijuana, et de 935 unités de boissons alcoolisées. L'affaire a été déclenchée après que des patrouilles des éléments de la même brigade aient arrêté, au niveau de l'un des quartiers de leur compétence, un étranger suspect en possession d'une quantité de 25g de drogues (cannabis et marijuana). Le Parquet territorialement compétent saisi, les éléments de la sûreté ont procédé à la perquisition du domicile du suspect et à l'interpellation d'un ressortissant étranger (femme) et à la saisie de 935 unités de boissons alcoolisées. Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les deux mis en cause ont été déférés devant les juridictions territorialement compétentes, conclut la source.

R.S.

## RECHERCHE D'UNE FEMME POUR AFFAIRES CRIMINELLES À ALGER La DGSN invite les victimes à porter plainte

La direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé un appel aux citoyens au sujet d'une femme présentée sous les initiales « H.M.A » impliquée dans plusieurs affaires criminelles, indique un communiqué des services de la Sûreté nationale. Selon la même source, il est indiqué que conformément aux dispositions de l'article 17 du Code de procédure pénale et en application du mandat délivré par le parquet de la République près le tribunal d'El Harrach à Alger, l'appel en question a été joint d'une photo de la femme recherchée. À cet effet, la DGSN a invité toute personne ayant eu affaire à elle ou l'ayant vu à se rapprocher du bureau du juge d'instruction de la première chambre du tribunal d'El Harrach ou du commissariat de police le plus proche à travers le territoire national pour fournir des informations utiles à l'enquête.

A.Mounir

### SOUS-RIRE

#### Tapis rouge pour Macron en Algérie

